

Les répercussions socioéconomiques de la Covid-19 dans les pays à revenu faible ou intermédiaire : Synthèse des enseignements tirés du Programme Covid-19 Responses for Equity

Laura Bolton
Institute of Development Studies

James Georgalakis
Institute of Development Studies

Sommaire

1. Aperçu	3
1.1 Covid-19 Responses for Equity (CORE)	3
1.2 Objet du présent rapport de synthèse	4
1.3 Structure du présent rapport	4
1.4 Méthodologie	5
1.5 Limites	5
2. Synthèse des conclusions	5
3. Moyens de subsistance et sécurité alimentaire	5
3.1 Les systèmes alimentaires et l'agriculture subissent une pression croissante	6
3.2 Pertes d'emplois et insécurité financière	6
3.3 Les travailleurs migrants sont confrontés à des restrictions plus importantes	7
3.4 Les travailleurs de l'économie informelle sont les plus touchés	7
3.5 Genre et économie informelle	9
3.6 Soutien des femmes et des filles impliquées dans le travail informel	10
4. Protection sociale	11
4.1 Les arguments en faveur d'une protection sociale prioritaire	11
5. Politique macroéconomique	11
5.1 Les politiques budgétaires sont essentielles à une riposte équitable contre la pandémie	12
5.2 Des synergies entre les mesures budgétaires sont nécessaires	12
5.3 La politique macroéconomique doit se concentrer sur le genre	13
6. Gouvernance	14
6.1 Gouvernance collaborative lors d'une pandémie	14
6.2 Exploiter la mobilisation citoyenne	15
6.3 Les dangers inhérents à une riposte militarisée contre les pandémies	15
7. Thèmes transversaux	16
7.1 Inégalités	16
7.2 Genre	16
7.3 Environnements touchés par un conflit	17
8. Reconstruire en mieux – Synthèses régionales	17
8.1 Asie du Sud	17
8.2 Afrique subsaharienne	18
8.3 Amérique latine	18
8.4 Europe	19
8.5 Moyen-Orient et Afrique du Nord	19
9. Nouvelles idées et approches	19
9.1 Exploitation de la technologie	19
9.2 Réforme juridique	20
9.3 Méthodologies de recherche	20
9.4 Engagement et impact de la recherche	21
Références	22

1. Aperçu

1.1 Covid-19 Responses for Equity (CORE)

Covid-19 Responses for Equity (Réponses à la Covid-19 pour l'équité (CORE)) est un programme de recherche rapide de trois ans financé par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI). Il rassemble 21 projets de recherche dans 42 pays visant à comprendre les impacts socioéconomiques de la pandémie, à améliorer les ripostes existantes et à générer de meilleures options politiques pour la reprise.

Le tableau ci-dessous énumère les 21 projets de recherche CORE. Cliquez sur les liens ci-dessous pour obtenir plus d'informations sur chaque projet ainsi qu'une liste de tous les partenaires de recherche.

Projet	Pays	Partenaire principal
<u>Les effets de la Covid-19 sur le développement inclusif et la gouvernance démocratique: évaluation rapide et post-pandémique dans la sous-région du Mékong</u>	Cambodge, Laos, Myanmar, Vietnam	Cambodia Development Resource Institute
<u>Soutien aux petites et moyennes entreprises, à la sécurité alimentaire et à l'évolution des mécanismes de protection sociale pour faire face à la Covid-19 au Pakistan</u>	Pakistan	Sustainable Development Policy Institute
<u>Colabora.Lat : Vers un nouveau modèle de gouvernance après le Covid-19</u>	Argentine, Bolivie, Chili, Colombie, Guatemala, Mexique	Asuntos del Sur Asociación Civil
<u>Simulations et expériences sur le terrain des réponses et interventions politiques visant à promouvoir l'adaptation et la reprise après la crise de la Covid-19</u>	Argentine, Bénin, Côte d'Ivoire, Équateur, Éthiopie, Ghana, Kenya, Nigeria, Pakistan, Vietnam, Zimbabwe	Partnership for Economic Policy
<u>Fournir des données probantes en temps utile pour faciliter le redressement socio-économique après la pandémie de Covid-19 au Rwanda</u>	Rwanda	Institute of Policy Analysis and Research (IPAR-Rwanda)
<u>Promouvoir la résilience dans la région MOAN touchée par la Covid-19: mise en place d'une protection sociale et des filets de sécurité inclusifs et efficaces</u>	Égypte, Jordanie, Liban, Tunisie	Arab Reform Initiative
<u>Atténuer les répercussions socio-économiques de la Covid-19 et promouvoir la résilience post-pandémique en Ouganda</u>	Ouganda	Economic Policy Research Centre
<u>Les travailleurs informels et la Covid-19 : des réponses à la crise à la base de la pyramide économique fondées sur des données probantes</u>	Ghana, Inde, Mexique, Pérou, Sénégal, Afrique du Sud, Tanzanie, Thaïlande	Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing Limited (WIEGO)
<u>Renforcement des politiques publiques pour des emplois décents en Afrique francophone dans le contexte de la pandémie de Covid-19</u>	Bénin, Cameroun, Maroc, Niger, Sénégal	Université Cheikh Anta Diop de Dakar
<u>Covid-19, politiques publiques, femmes et jeunes vulnérables en Afrique francophone: Cas du Burkina Faso, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire et du Sénégal</u>	Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Sénégal	Centre ivoirien de recherches économiques et sociales (CIRES)
<u>Semer le développement : une agriculture à petite échelle et une sécurité alimentaire résiliente au Covid-19</u>	Chili, Colombie, Équateur, Guatemala, Mexique	RIMISP – Centro Latinoamericano para el Desarrollo Rural
<u>RECONSTRUIRE : Covid-19 et les femmes dans l'économie informelle au Kenya, en Ouganda et en Inde</u>	Inde, Kenya, Ouganda	International Center for Research on Women
<u>La Covid-19 et la question de la jeunesse en Afrique : impact, réponse et mesures de protection dans la région de l'IGAD (COYOQA)</u>	Éthiopie, Kenya, Ouganda	Organisation for Social Science Research in Eastern and Southern Africa

Suite à la page 4 ►

<u>Reconstruire en mieux: utiliser une crise perturbatrice pour parvenir à des améliorations durables et tenant compte du genre dans la sécurité alimentaire, les marchés du travail et la protection sociale</u>	Équateur, Pérou	Group for the Analysis of Development (GRADE)
Relier les collectivités à Cox's Bazar: atténuation des risques et promotion de l'égalité des sexes, de la gouvernance et de la localisation des réponses humanitaires à l'ère de la Covid-19	Bangladesh	The BRAC University
<u>Aborder les vulnérabilités liées à la Covid-19 pour les migrants de retour dans le triangle nord de l'Amérique centrale</u>	El Salvador, Guatemala, Honduras	Asociación de Investigación y Estudios Sociales
<u>Une nouvelle donne numérique pour un pacte social inclusif post-Covid-19 : élaborer des stratégies numériques pour la reconstruction sociale et économique</u>	Colombie, Inde, Nigeria, Pérou, Afrique du Sud, Sri Lanka	Research ICT Africa
<u>Façonner la macro-économie en réponse à la Covid-19 : un plan de relance économique responsable, un secteur financier stable et une reprise des exportations</u>	Bangladesh, Kenya, Pérou, Sri Lanka, Tanzanie	Overseas Development Institute (ODI)
<u>Réponse macroéconomique à la Covid-19 en Afrique</u>	Bénin, Nigeria, Sénégal, Afrique du Sud, Tanzanie, Ouganda	South African Institute of International Affairs (SAIIA)
<u>Les effets de la pandémie de Covid-19 sur les moyens de subsistance en Afrique</u>	Éthiopie, Kenya, Sénégal, Afrique du Sud, Zambie	African Economic Research Consortium (AERC)
<u>Répercussions socio-économiques de la Covid-19 sur les économies africaines, la cohésion sociale et la gouvernance : données du Bénin, du Burkina Faso et de l'Afrique du Sud</u>	Bénin, Burkina Faso, Afrique du Sud	African School of Economics

1.2 Objet du présent rapport de synthèse

Le présent rapport fournit un aperçu des recherches menées et publiées par les membres du programme CORE soutenu par le CRDI. Il présente les principaux thèmes abordés par la recherche en ce qui concerne les répercussions de la Covid-19 sur les industries, les secteurs et les groupes socioéconomiques en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie du Sud et du Sud-Est et en Amérique latine. Cela comprend des descriptions de la manière dont la pandémie a affecté la vie de personnes issues de communautés marginalisées et exclues, et l'efficacité des réponses stratégiques à la pandémie. Une grande partie des enseignements découlant de cette recherche continue présente des implications sur la riposte contre la pandémie au sein de différents contextes, sur le renforcement de la résilience face aux chocs futurs et sur les défis inhérents à la recherche appliquée en situation d'urgence sanitaire mondiale.

Compte tenu de la répartition diversifiée des 21 projets rapidement mobilisés par le CRDI dans 42 pays au cours des premiers stades de la pandémie, cette synthèse des conclusions est, par définition, beaucoup plus axée sur certaines régions et zones géographiques que d'autres ; elle ne prétend aucunement fournir une analyse complète des répercussions socioéconomiques de la Covid-19. Néanmoins, elle contribue à fournir des connaissances importantes pour les chercheurs, les acteurs politiques et les spécialistes qui cherchent à reconstruire en mieux dans le contexte d'une urgence sanitaire mondiale sans précédent.

1.3 Structure du présent rapport

La pandémie a eu des impacts intersectionnels sur tous les aspects de la vie des populations, y compris leurs moyens de subsistance et leur sécurité alimentaire, la protection sociale, les politiques budgétaires, la gouvernance et la santé publique. Par conséquent, les sections ou les thèmes présentés ici se chevauchent inévitablement et il peut y avoir une certaine répétition. Toutefois, nous avons tenté de fournir un aperçu des enseignements tirés des projets de recherche par rapport à certaines catégories clés des répercussions socioéconomiques de la Covid-19. Les thèmes transversaux qui ne cadraient pas facilement dans une seule section sont abordés séparément. Toutes les recherches citées ici sont entièrement référencées et nous avons fourni des liens vers des ressources connexes en libre accès afin de permettre au lecteur d'explorer davantage les domaines qui l'intéressent le plus.

1.4 Méthodologie

Cet examen a commencé avec 245 ressources soumises par des projets CORE, dont 167 sont catalogués dans la collection CORE dans les archives en libre accès OpenDocs. Les documents sélectionnés pour l'analyse du contenu étaient des résultats de recherche textuels, y compris des notes de synthèse, des rapports de recherche, des fiches d'information, des documents de travail, des examens des données probantes, des articles de journaux et des guides d'apprentissage. Les blogs, les articles de presse et multimédia dépassaient le cadre de cet examen. Certains documents ont été omis car ils ne contenaient pas de conclusions évidentes ou étaient principalement axés sur les méthodes plutôt que sur les implications pour les publics non universitaires.

Sur la base de ces critères, 93 ressources ont été analysées. Nous avons extrait les conclusions et les messages clés de chacune afin d'identifier les thèmes et les groupements. Des thèmes et synthèses supplémentaires sont apparus au cours de la phase de rédaction. La plupart des 21 projets CORE étaient toujours en cours au moment de la rédaction du présent rapport, et cet examen ne comprend qu'un aperçu d'un programme qui devrait se terminer à la mi-2023.

1.5 Limites

Le présent rapport fournit un examen rapide des ressources ; il ne s'agit en aucun cas d'une analyse systématique. Le choix des thèmes, la synthèse de la recherche et l'analyse n'ont pas été validés par les équipes de recherche CORE concernées. Il s'agit d'un instantané pris au cours d'un programme et qui vise uniquement à fournir une synthèse de certains des thèmes et des conclusions les plus importants qui émergent d'un portefeuille riche et diversifié de recherches en cours.

2. Synthèse des conclusions

Ce sont les populations marginalisées qui ont été les plus touchées par la Covid-19, et des thèmes importants sont ressortis de la recherche CORE au sein des régions et parmi les secteurs ayant de profondes implications sur la préparation et la riposte contre la pandémie dans les pays à revenu faible ou intermédiaire (PRFI). La pandémie a eu des impacts intersectionnels sur la vie des populations dans les domaines inhérents aux moyens de subsistance et à la sécurité alimentaire, à la protection sociale, à la politique budgétaire, au genre, à la gouvernance et à la santé publique. Elle a également fortement mis en évidence les faiblesses et les inégalités parmi les domaines inhérents aux systèmes de protection sociale, à la production et la distribution alimentaires, à la sécurité de l'emploi, à la fiscalité et à la lutte contre la pauvreté.

De nombreux projets de recherche CORE ont produit des solutions qui abordent directement les injustices sociales qui demeurent en grande partie épargnées par la riposte biomédicale contre la pandémie. Il s'agit notamment de soutenir la mise à l'essai de cuisines communautaires autogérées au Pérou pour faire face aux graves pénuries alimentaires, de promouvoir des mesures d'assistance pour les travailleurs migrants en Inde, de promouvoir le revenu de base universel au Moyen-Orient, et de préconiser des transferts de fonds directs et une aide alimentaire en Afrique de l'Est.

Ces solutions sont fondées sur les expériences vécues par les communautés les plus difficiles à atteindre ainsi que sur des modèles sophistiqués et des analyses macroéconomiques. Les chercheurs CORE ont identifié certains des groupes de population les plus vulnérables aux chocs. Les ménages ruraux dirigés par des femmes, les travailleurs informels et les migrants ont subi certains des pires impacts sociaux et économiques de la pandémie en raison d'inégalités profondément enracinées. En tant que corpus de recherche, CORE fournit des données probantes solides pour l'investissement dans des systèmes de protection sociale inclusifs, en mettant en synergie des politiques budgétaires visant à protéger les plus vulnérables contre les chocs environnementaux et économiques, et en orientant la politique macroéconomique sur le genre.

3. Moyens de subsistance et sécurité alimentaire

La Covid-19 présente un impact majeur sur la production des ménages et l'accès à des aliments nutritifs de qualité. Cela est dû aux pertes de revenus, à l'augmentation des prix des aliments et aux restrictions imposées sur la circulation des personnes, des ressources et des produits. La recherche CORE met en évidence la situation difficile des personnes qui travaillent dans le secteur informel, en particulier les femmes, y compris les travailleurs migrants, les récupérateurs de déchets, les travailleur(se)s du sexe et les vendeurs ambulants.

Les recommandations visant à atténuer les impacts de la Covid-19 sur les groupes marginalisés comprennent des réformes du système alimentaire et des mesures de protection sociale adaptatives qui ciblent les femmes et les jeunes au sein des secteurs informels. Ces données probantes sont pertinentes pour la reprise à long terme et pour renforcer la résilience aux chocs futurs.

3.1 Les systèmes alimentaires et l'agriculture subissent une pression croissante

Des études menées sur les moyens de subsistance et les systèmes alimentaires révèlent que les principaux risques se situent au niveau des ménages (Thompson *et al.* 2021). La production et l'accès à des aliments de qualité ont été affectés par la baisse des revenus et la hausse des prix. Les ménages dirigés par des femmes et les zones rurales connaissent les pires niveaux d'insécurité alimentaire. Les femmes sont davantage susceptibles de travailler au sein de l'économie informelle, ont des revenus plus faibles et assument la charge supplémentaire des travaux ménagers.

Salik (2021) a réalisé une évaluation des besoins du secteur agricole au Pakistan, qui a révélé que les zones rurales étaient les plus touchées pendant la pandémie. Les petits exploitants agricoles ont été particulièrement touchés par la baisse des revenus et des moyens de subsistance, ainsi que par l'endettement croissant. Les commerçants et les exportateurs ont été pénalisés par l'absence de main-d'œuvre agricole informelle ainsi que par les restrictions de transport, et les coûts des semences, des engrais et des autres facteurs de production agricole ont également augmenté. L'étude révèle que la partie la plus vulnérable de la chaîne alimentaire touchée par les restrictions imposées sur les déplacements durant la pandémie était le manque d'installations de stockage pour les matières premières, en particulier les denrées périssables. Les recommandations de l'étude comprennent la conception et la promotion de la valeur ajoutée après la récolte, ainsi que l'amélioration des installations de stockage frigorifique et de la logistique afin de réduire les pertes. Les investissements et les innovations du secteur privé pourraient être utilisés pour soutenir ce développement. L'enregistrement de la main d'œuvre agricole permettrait d'obtenir une assistance pour les travailleurs lors de chocs tels que la Covid-19.

Les recherches menées par le Centro Latinoamericano para el Desarrollo Rural (RIMISP) révèlent l'ampleur des baisses de revenus provoquées par la pandémie, qui touchent plus de 70 pour cent des ménages dans certaines régions. Miguel Albacete, coordinateur de projet, a expliqué que cela pourrait nuire au travail mis en œuvre pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) : « Les résultats de notre étude menée en Amérique latine suggèrent que la guerre contre la faim et la malnutrition énoncée dans l'ODD 2 est menacée face à l'impact de la pandémie sur la sécurité alimentaire (Thompson *et al.* 2021).

Au Pérou, les groupes les plus vulnérables ont des difficultés à accéder à la nourriture, tandis que les vendeurs sur les marchés alimentaires ont également des difficultés à maintenir leurs commerces à flot. Group for the Analysis of Development (GRADE) travaille en collaboration avec les autorités pour soutenir les cuisines communautaires autogérées, dirigées par des femmes, afin de fournir des denrées alimentaires à des prix abordables aux personnes vivant dans les quartiers défavorisés de la capitale, Lima. L'équipe collabore également avec le secteur privé et les autorités municipales afin d'améliorer le fonctionnement des systèmes alimentaires traditionnels (Alcázar et Fort 2022).

3.2 Pertes d'emplois et insécurité financière

Les voix d'habitants de Gampaha, au Sri Lanka, ont été enregistrées par plusieurs participants sur des smartphones, produisant des journaux électroniques. Des entretiens ont été réalisés par appel vocal afin de recueillir l'opinion des personnes ne possédant pas de smartphone (Samaratunga, Hurulle et Galpaya 2021). Les personnes interrogées ont indiqué des impacts de la Covid-19 sur le revenu des ménages ainsi que des difficultés d'accès aux services.

L'étude menée par Salik (2021) au Pakistan a indiqué que la Covid-19 avait entraîné la perte d'envois de fonds provenant de travailleurs informels qui travaillaient auparavant dans d'autres régions du pays et généraient un revenu non agricole.

En Jordanie, les rapports sur les premiers impacts révèlent que 40 pour cent des personnes interrogées ont indiqué qu'un membre de leur famille avait perdu son emploi entre la mi-mars et la mi-mai 2020 (Phenix Center for Economic and Informatics Studies 2020). Certaines des personnes interrogées avaient partiellement perdu leur emploi, tandis que 23 pour cent d'entre elles n'étaient pas concernées. Un peu plus du tiers des personnes interrogées (36 pour cent) travaillant dans le secteur privé ont déclaré que leur emploi avait complètement cessé, comparativement à 57 pour cent des travailleurs indépendants. Les emplois masculins ou les entreprises dirigées par des hommes ont été les plus affectés par le confinement (*ibid.*).

3.3 Les travailleurs migrants sont confrontés à des restrictions plus importantes

Dans plusieurs des pays étudiés, les travailleurs informels migrants étaient confrontés à davantage de restrictions pendant et après le confinement que les travailleurs informels locaux (Ismail et Valdivia 2021). Ils ont également été confrontés à des restrictions plus importantes en ce qui concerne l'accès aux mesures d'assistance, ce qui a aggravé leurs difficultés en raison du manque de réseaux familiaux pour les aider à faire face. En tant que stratégie relative aux moyens de subsistance majeure, les mesures visant à soutenir ce groupe sont cruciales. Une meilleure compréhension des besoins de ce groupe permettra de concevoir une aide appropriée. Le fait d'être enregistrées en dehors de leur ville constitue un problème spécifique pour les personnes appartenant à ce groupe.

En Inde, les abris sécurisés destinés aux travailleurs migrants étaient limités pendant la pandémie et la période de restrictions connexes (Pillai *et al.* 2022c). Le gouvernement a fourni des trains pour aider les migrants à sortir de la ville, et environ 60 millions de migrants ont quitté Delhi pour retourner dans leur État d'origine, laissant une pénurie de main-d'œuvre. Des chercheurs du Quantum Hub et de l'International Center for Research on Women (ICRW) ont analysé la réponse stratégique du gouvernement aux besoins en logements locatifs des migrants urbains – Affordable Rental Housing Complexes (ARHCs)¹ et Shelter Homes. Leurs recommandations pour améliorer le système comprennent les éléments suivants : consulter les travailleurs informels pour fixer une limite de loyer abordable ; élaborer des procédures opérationnelles normalisées pour des ARHCs efficaces ; et utiliser les données relatives aux travailleurs informels afin de garantir une capacité d'accueil adéquate. La structure de l'ARHC doit répondre de manière directe aux besoins des migrants et inclure des dispositions pour les femmes célibataires, les personnes handicapées et les veuves. Il est également recommandé aux États de mettre en place des hébergements pour migrants et des abris de nuit destinés aux travailleurs migrants afin de fournir des abris temporaires et à plus long terme.

3.4 Les travailleurs de l'économie informelle sont les plus touchés

Le réseau Women in Informal Employment : Globalizing and Organizing (WIEGO) a mené une étude dans 12 villes afin d'évaluer l'impact de la Covid-19 sur les travailleurs informels (Chen *et al.* 2021). La recherche a eu lieu à Accra, au Ghana ; à Ahmedabad, en Inde ; à Bangkok, en Thaïlande ; à Dakar, au Sénégal ; à Dar es Salaam, en Tanzanie ; à Delhi, en Inde ; à Durban, en Afrique du Sud ; à Lima, au Pérou ; à Mexico, au Mexique ; à Pleven, en Bulgarie ; à New York, aux États-Unis ; et à Tiruppur, en Inde. La recherche a évalué les répercussions de la pandémie en deux points : les périodes de confinement maximales (avril 2020) et l'assouplissement des mesures de confinement (juin et juillet 2020). Une deuxième série de recherches a évalué les répercussions continues par rapport aux signes de reprise au premier semestre de 2021. Les secteurs informels étudiés comprenaient les récupérateurs de déchets, les travailleur(se)s du sexe, les travailleurs à domicile et les vendeurs ambulants.

L'ampleur des impacts varie selon les professions et les villes (WIEGO 2021a). Les différentes intensités des mesures restrictives ont affecté l'intensité des impacts négatifs sur les travailleurs informels. Les variations de la demande, de l'offre, des prix, des salaires ou de la rémunération à la pièce ainsi que d'autres facteurs ont eu un impact différent sur certains groupes de travailleurs informels (Chen *et al.* 2021). Par exemple, les travailleurs domestiques logés s'en sont mieux tirés que les travailleurs domestiques non logés, et les vendeurs ambulants qui vendaient des denrées alimentaires ont obtenu de meilleurs résultats que ceux qui vendaient des articles non alimentaires.

Certains travailleurs informels fournissaient des services essentiels et étaient exposés à des risques pour la santé physique et mentale, avec très peu de protection (Braham et Ogando 2021). Les organisations de travailleurs informels basées sur l'adhésion ont été essentielles pour fournir un soutien lorsque les aides publiques faisaient défaut. Braham et Ogando suggèrent que « le début de la pandémie a nécessité une sensibilisation accrue à la santé et à la sécurité au travail parmi les travailleurs informels, ce qui est susceptible de présenter des avantages à long terme » (*ibid.* : 1).

La couverture vaccinale parmi les travailleurs informels dans les villes étudiées était faible, même lorsque les travailleurs étaient contraints par les employeurs et les autorités locales de se faire vacciner (Braham 2021). Les obstacles à l'accès aux vaccins comprennent les inégalités dans la répartition ainsi que la nature informelle du travail effectué. Le plaidoyer populaire pour la vaccination a connu un certain succès.

¹ En utilisant des logements vacants existants financés par le gouvernement ou en construisant sur des terrains inoccupés (<http://arhc.mohua.gov.in/>)

À Accra, au Ghana, des vendeurs ambulants, des commerçants de marché, des récupérateurs de déchets et des kayayei (portière) ont été interrogés (WIEGO 2022a). Les personnes interrogées étaient membres de l'Informal Hawkers and Vendors Association of Ghana (IHVAG), de la Greater Accra Markets Association (GAMA), de la Kpone Landfill Waste Pickers Association et de la Kayayei Youth Association. La première série de recherches a révélé que la plupart des travailleurs avaient repris leur activité, mais que les revenus n'étaient pas encore rétablis. L'étude a également révélé une augmentation des niveaux de stress des ménages et un manque d'aide gouvernementale.

Rapports sur la situation en Inde, en Thaïlande, en Tanzanie et en Afrique du Sud

Les rapports sur la situation issus de la première série de recherches menée par WIEGO sont disponibles pour : Ahmedabad, Inde (WIEGO et Self-Employed Women's Association (SEWA) 2020) ; Bangkok, Thaïlande (WIEGO 2021b) ; Tiruppur, Inde (WIEGO 2021c) ; Dar es Salaam, Tanzanie (WIEGO 2021d) ; Durban, Afrique du Sud (WIEGO 2021e) et Pleven, Bulgarie (WIEGO et UNITY 2021).

Les principales conclusions sont les suivantes :

- Les travailleurs informels à Accra, au Ghana, ne reçoivent aucune aide du gouvernement (WIEGO 2022a). L'insécurité alimentaire des ménages est en hausse et les ressources ont été considérablement affaiblies.
- À Ahmedabad, en Inde, 80 pour cent des travailleurs avaient repris leur activité en août 2021, mais travaillaient beaucoup moins de jours qu'avant la Covid-19 (WIEGO et SEWA 2022). Les revenus représentaient environ 77 pour cent des revenus d'avant la Covid-19. Depuis août 2020, 85 pour cent des travailleurs informels ont été contraints de recourir à des stratégies d'adaptation négatives.
- À Bangkok, en Thaïlande, tous les travailleurs informels, à l'exception des travailleurs domestiques, gagnaient moins de 40 pour cent de leurs revenus d'avant la pandémie à la mi-2021 (WIEGO 2022b). Les personnes interrogées ont indiqué que la crise sanitaire et économique avait mis leur santé mentale à rude épreuve.
- À Dar es Salaam, en Tanzanie, environ la moitié des personnes interrogées à la mi-2021 avaient indiqué que les adultes qui composaient leur ménage souffraient de famine (WIEGO et Conservation, Hotel, Domestic and Allied Workers Union (CHODAWU) 2022). Environ un tiers des personnes ayant des enfants avaient déclaré que leurs enfants souffraient de famine. Plus du quart des personnes interrogées avait signalé une augmentation du stress psychologique comparativement à la période précédant la Covid-19.
- À Delhi, en Inde, des enquêtes réalisées à la mi-2021 indiquent qu'il n'y a pas eu de reprise pour les travailleurs informels et que la situation s'aggrave (WIEGO 2022c). Les répercussions négatives de la pandémie sont assumées de façon disproportionnée par les femmes. Environ la moitié des personnes interrogées ont déclaré que leur ménage souffrait de famine. Les aides gouvernementales ont été insuffisantes.
- À Durban, en Afrique du Sud, un nombre relativement plus important de travailleurs a déclaré ne pas être en mesure de travailler en juillet/août 2021 comparé à la mi-2020 (WIEGO et Asiye eTafuleni 2022). La majorité des travailleurs avaient un revenu inférieur à celui d'avant la pandémie. L'insécurité alimentaire est toujours à un niveau plus élevé qu'avant la pandémie, mais légèrement moins élevé qu'à la mi-2020. Un nombre plus important de travailleurs avait accès aux aides de la protection sociale en 2021 comparativement à 2020.
- À Pleven, en Bulgarie, la plupart des travailleurs avaient repris leur activité à la mi-2021 et travaillaient le même nombre d'heures qu'avant la pandémie (WIEGO et Trade Union of Self-Employed and Informal Workers (UNITY) 2021). Les travailleurs à domicile gagnaient un peu plus de 50 pour cent de leur salaire d'avant la Covid-19. Soixante pour cent d'entre eux ont déclaré avoir été vaccinés. Parmi ceux qui n'ont pas été vaccinés, 51 pour cent ont exprimé des inquiétudes concernant les effets secondaires et 50 pour cent ont déclaré avoir besoin d'informations supplémentaires.
- À Tiruppur, en Inde, 16 pour cent des travailleurs informels du secteur de la confection travaillaient à la mi-2021. Il s'agit d'une augmentation par rapport à avril 2020 (12 pour cent), mais d'une diminution par rapport à juin 2020 (25 pour cent). La précarité de l'emploi serait due aux restrictions imposées par le gouvernement et les usines, à la dynamique du marché et de la chaîne d'approvisionnement et au manque de transports publics. Depuis la mi-2020, 75 pour cent des travailleurs informels interrogés ont reçu une aide financière du gouvernement et 88 pour cent ont reçu une aide alimentaire.

3.5 Genre et économie informelle

L'ICRW a réalisé une étude au sein de trois pays sur la façon dont la pandémie et les réponses stratégiques avaient interagi avec la dynamique de genre préexistante (ICRW 2020). La recherche a examiné les résultats concernant les moyens de subsistance, la violence basée sur le genre (VBG) et la violation des droits en matière de santé, de sexualité et de procréation pour les femmes qui travaillent au sein de l'économie informelle au Kenya, en Ouganda et en Inde. Parmi les autres domaines clés de vulnérabilité, il convient de mentionner l'accès aux services publics, la charge disproportionnée des travaux domestiques pour les femmes ainsi que les conséquences mentales et psychologiques de la Covid-19 (Banerjee *et al.*, 2022).

Les études ont révélé que 88 pour cent des femmes avaient épuisé toutes leurs économies pour couvrir leurs frais de subsistance, que 91 pour cent d'entre elles n'avaient pas accès aux soins de santé non liés à la Covid-19 et que 88,7 pour cent manquaient d'informations (ICRW n.d.).

Les travailleurs informels au Kenya n'ont pas bénéficié des mesures de protection sociale du gouvernement ni de la relance économique (Afifu *et al.* 2021a). Comme Afifu et ses collègues l'ont déclaré, « les mesures de confinement liées à la Covid-19 ont également contribué à augmenter l'exposition des femmes et des filles à la VBG à la maison et au sein du marché » (*ibid.* : 3). L'étude a révélé qu'il était difficile pour les femmes de signaler des actes de VBG et d'avoir accès à des services de santé sexuelle et reproductive en raison des restrictions liées aux déplacements et de la stigmatisation autour du coronavirus.

Une autre étude révèle que les travailleurs informels sont au cœur de la reprise post-pandémique au Kenya et qu'ils devraient être au centre des initiatives de relance (Ajema *et al.* 2021), et que les dirigeants des associations de travailleuses devraient participer aux mécanismes inhérents à la politique de relance économique. La politique pourrait inclure des mesures budgétaires visant à protéger les travailleurs et les industries informelles, des plans de relance économique intelligents intégrant les femmes au sein du secteur informel, le financement de l'innovation numérique et l'octroi de financement de crédit à faible coût.

Une analyse stratégique des travailleuses informelles en Ouganda indique que 75 pour cent des micro et petites entreprises ont licencié des employés pendant la pandémie (Afifu *et al.* 2021b). En Ouganda, 87 pour cent des travailleurs informels sont des femmes (Wandera *et al.* 2021). La relance économique mise en œuvre par le gouvernement était plus avantageuse pour les travailleurs du secteur formel et excluait les femmes du secteur informel. Les travailleurs informels ont rencontré des difficultés pour obtenir des crédits, des financements et des allègements fiscaux (Afifu *et al.* 2021b). Les interventions stratégiques recommandées comprennent la mise en œuvre d'un cadre réglementaire inclusif visant à aider les travailleuses du secteur informel à créer des moyens de subsistance sûrs et à générer des perspectives d'emploi. La politique de protection sociale doit être réexaminée et renforcée (Wandera *et al.* 2021). Des investissements dans le domaine de la garde d'enfants sont également nécessaires.

La recherche menée par l'ICRW fait état de l'impact sexospécifique des confinements liés à la pandémie sur les travailleurs informels urbains dans la région de la capitale nationale de Delhi en Inde (Pillai *et al.* 2022a). L'étude a également évalué l'efficacité des diverses interventions gouvernementales et non gouvernementales en matière d'aide et de relance, mesurées en termes d'efficacité, d'effets non intentionnels, d'accès équitable, de coût, de faisabilité (capacité institutionnelle), et de présence de mécanismes informels/alternatifs.

Pendant les confinements, l'accès des femmes aux services d'aide aux victimes de violence était limité (Pillai *et al.* 2022e). Les chercheurs ont exprimé des difficultés à tirer des conclusions à partir des données disponibles. Les recommandations comprennent la création de « structures pour enregistrer des données anonymes concernant les expériences des femmes en matière de signalement de violence afin d'améliorer les services et les mécanismes de recours » (Pillai *et al.* 2022e: 10).

En Amérique latine, les inégalités entre les sexes ont été exacerbées par la pandémie, dans la mesure où la majorité des femmes travaillent au sein du secteur informel, et n'ont pas accès à la protection sociale (Gender in Latin America Working Group 2022).

Travailleuses du sexe – stigmatisation et criminalisation

Les travailleur(se)s du sexe en Inde ont été qualifiées de « super-propagatrices » de virus et ont connu des niveaux élevés d'insécurité alimentaire pendant les confinements (Nanda *et al.* 2022). Les travailleuses du sexe, qui disposaient déjà d'un accès limité aux services de santé, ont été confrontées à davantage de problèmes pendant cette période. Les travailleuses des maisons closes étaient confinées dans leur chambre dans de mauvaises conditions. Des études ont identifié des problèmes de santé mentale parmi ce groupe. Le travail est passé à des applications téléphoniques, et un grand nombre d'entre elles ne disposaient pas des connaissances numériques pour gérer cela. La stigmatisation et la criminalisation signifiaient que les travailleuses du sexe étaient exclues de l'aide gouvernementale. Elles ont été marginalisées et exclues de l'information et des structures. Des groupes de la société civile ont aidé à leur fournir de la nourriture, des masques et du désinfectant pour les mains. Pour permettre aux travailleuses du sexe de se préparer aux catastrophes futures, elles devraient être en mesure d'accéder à des programmes d'alphabétisation numérique et être reconnues en tant que citoyennes. Des travailleurs qualifiés sont nécessaires pour fournir un soutien psychologique aux travailleur(se)s du sexe et aux personnes transgenres qui luttent de façon isolée.

Agents de propreté – vulnérabilité à la Covid-19

Les agents de propreté en Inde ont été particulièrement vulnérables pendant la pandémie. En tant que groupe, ils ont traditionnellement été marginalisés en raison de la discrimination fondée sur la caste, qui a contribué à limiter leur accès aux ressources (Nanda *et al.* 2022). La pandémie a mis en évidence la précarité de la vie des agents de propreté. Le manque d'équipement de protection et de désinfectant aurait contribué à de nombreux décès parmi ces travailleurs. La stigmatisation et l'isolement ont également affecté leur santé mentale. Comme l'indique une étude, « un changement majeur de perspective politique est nécessaire afin de garantir la dignité du travail, les opportunités de briser le cycle intergénérationnel de l'engagement dans l'assainissement et le travail de récupération et l'accès aux compétences et ressources pour le développement afin de rattraper le temps perdu » (Nanda *et al.* 2022: 28).

3.6 Soutien des femmes et des filles impliquées dans le travail informel

Les recommandations pour la recherche future dans ce domaine comprennent l'examen des mécanismes d'adaptation utilisés par les travailleuses en situation de crise, l'impact de la pandémie sur l'action et la prise de décision des femmes, ainsi que l'analphabétisme numérique (Banerjee *et al.* 2022).

Un changement de paradigme est nécessaire pour soutenir les travailleuses informelles, parallèlement au développement d'infrastructures de garde d'enfants (Ogando, Rogan et Moussié 2021b). Les services de santé publics doivent intégrer les besoins, les attentes et les conditions de travail des travailleuses informelles.

Un examen des données probantes publié par la Fondation Bill et Melinda Gates présente un certain nombre de recommandations pour soutenir l'emploi informel des femmes (Lakshmi Ratan *et al.* 2021). Les mesures qui combinent les politiques de protection sociale et de protection de l'emploi doivent tenir compte de l'importance des travailleuses informelles au sein de l'économie et les atteindre en priorité avec des programmes gouvernementaux. Ce groupe bénéficierait d'aides financières directes et d'une aide alimentaire à court terme pendant une crise, et nécessite un meilleur accès à l'assurance maladie, aux pensions de retraite et aux soins pour personnes âgées. Les syndicats et les coopératives représentant les travailleuses informelles doivent être reconnus et soutenus en période de crise. Encore une fois, il est nécessaire d'investir dans des infrastructures de garde d'enfants.

Les femmes salariées du secteur informel nécessitent des politiques de l'emploi qui tiennent compte des salaires, des relations employeur-travailleur, de l'assurance et de la capacité des travailleuses à négocier (Lakshmi Ratan *et al.*, 2021). Cela comprendrait un salaire minimum pour le travail horaire, quotidien, mensuel et à la tâche. Les relations entre employeurs et travailleurs devraient être institutionnalisées pour des décisions transparentes en matière d'embauche et de licenciement. Une assurance accidents et responsabilité civile devrait être obligatoire. Des programmes de travaux publics devraient viser à assurer la stabilité de ces travailleuses. L'étude recommande à nouveau une formation professionnelle à l'utilisation de la technologie dans les domaines ou les secteurs au sein desquels les femmes travaillent. Les marques internationales devraient être tenues responsables des conditions de leur chaîne d'approvisionnement.

Les entreprises informelles dirigées par des femmes doivent être reconnues et intégrées dans les programmes gouvernementaux (Lakshmi Ratan *et al.* 2021). Il est nécessaire de mettre en place de nouvelles méthodes d'évaluation des entreprises qui tiennent compte des caractéristiques informelles afin de fournir une aide financière abordable. Les gouvernements devraient accroître l'approvisionnement auprès des entreprises dirigées par des femmes. Des programmes de renforcement des compétences basés sur la psychologie se sont avérés efficaces dans le cadre du soutien de l'entrepreneuriat des femmes afin de les aider à créer et à gérer des entreprises informelles. La formation axée sur les compétences en technologie est nécessaire pour permettre aux travailleuses de rester concurrentielles dans leur domaine ou secteur.

4. Protection sociale

Dans une grande partie de la recherche publiée jusqu'à présent dans le cadre du programme CORE, l'on trouve des observations relatives à l'impact de la Covid-19 sur les groupes qui sont exclus des régimes de protection sociale. La pandémie a exacerbé les faiblesses préexistantes des systèmes de protection sociale dans toutes les régions. De nombreuses études comprennent des recommandations pour une approche plus inclusive et adaptative de la protection sociale, et une attention particulière est déjà accordée à cela en tant qu'élément central pour se préparer aux urgences sanitaires et économiques futures.

4.1 Les arguments en faveur d'une protection sociale prioritaire

Des études menées dans le cadre du programme CORE sur tous les continents ont révélé que la protection sociale doit être considérée comme une priorité lors de la riposte contre les flambées épidémiques de maladies infectieuses (Thompson *et al.* 2021).

Moins de la moitié des travailleurs interrogés dans le cadre de l'étude menée par WIEGO sur l'économie informelle ont reçu de l'argent ou de la nourriture dans les villes au sein desquelles des mesures d'aide ont été annoncées (Alfers, Ismail et Valdivia 2020). Au cours des premiers mois de la crise, l'aide alimentaire était limitée, inégale et insuffisante (Roever et Rogan 2020). Les travailleurs ont eu recours à des stratégies d'adaptation qui ont affaibli les ressources existantes. Les organisations locales ont joué un rôle important dans l'accès des travailleurs informels à l'aide humanitaire (Alfers *et al.* 2020).

Dans le secteur informel, les initiatives d'aide gouvernementale (lorsqu'elles étaient disponibles) étaient importantes, mais leur portée était inégale et limitée (WIEGO 2021a). En termes de bien-être économique, de nombreux travailleurs du secteur informel en Inde n'avaient pas bénéficié des programmes de transferts monétaires (Pillai *et al.* 2022b). Les recherches ont notamment révélé que le gouvernement laissait aux employeurs la responsabilité de garantir le bien-être économique des travailleurs lorsqu'ils disposaient de ressources limitées. Les montants des transferts monétaires étaient insuffisants.

Un rapport de l'Arab Reform Initiative définit le concept de revenu de base universel (RBU) et examine les expériences à travers le monde (Visozo 2020). La région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) a été absente des discussions portant sur le RBU. Les emplois formels et le travail salarié, qui constituent la base des modèles d'assurance sociale, font défaut dans la région. Le secteur informel est vaste, le système fiscal est déficient et les dispositifs formels de protection sociale sont sous-développés. Les options en faveur du RBU seraient susceptibles d'impliquer une réaffectation ou une réduction des dépenses publiques. Une deuxième source de financement potentielle est constituée par les fonds d'investissement souverains. Hormis pour les pays appartenant au Conseil de coopération du Golfe, la dette publique existante devrait être réduite ou annulée. L'aide internationale devrait envisager de concentrer les fonds sur le RBU.

5. Politique macroéconomique

La pandémie de Covid-19 et les restrictions connexes ont eu des impacts socioéconomiques considérables à l'échelle mondiale. Les gouvernements ont dû intervenir en urgence pour atténuer ces impacts, notamment pour les groupes les plus vulnérables de la société. La recherche CORE produit une vaste série de conclusions sur ces impacts. Une collaboration étroite avec les gouvernements pour faire face à la crise a donné lieu à une série de recommandations en matière de politique monétaire et budgétaire pour une reprise à long terme et une résilience future. Des politiques de taux d'intérêt et d'assouplissement quantitatif aux politiques fiscales et commerciales progressives, la recherche éclaire activement la réponse macroéconomique dans de nombreux pays.

5.1 Les politiques budgétaires sont essentielles à une riposte équitable contre la pandémie

La pandémie a mis en évidence les déficits structurels des économies africaines. Shipalana, O’Riordan et Prinsloo (2020) proposent un certain nombre de recommandations pour la reprise post-Covid. Il s’agit notamment de suspendre les évaluations de l’indice de solvabilité effectuées par les agences jusqu’à un retour aux niveaux de production mondiale antérieurs à la Covid ; les gouvernements, les banques centrales et les organismes de réglementation qui coordonnent les politiques à l’échelle continentale ; les banques centrales qui envisagent des interventions monétisées et financées par le déficit ; et les pays en développement dotés d’un important secteur informel qui exploitent les technologies numériques pour fournir des services financiers de base.

Une analyse de la politique macroéconomique au Nigeria a permis d’identifier plusieurs enseignements (Ekeruche et Adeniran 2021). Le soutien de la Banque centrale au secteur privé risque d’exposer le pays au défaut de paiement et à la monétisation de la dette. Les banques commerciales ont des difficultés à répondre aux demandes de crédit en raison de la « capacité financière des emprunteurs, de la faible transmission de la politique monétaire et d’un ratio élevé de réserves de liquidités » (*ibid.* : 19). Un nombre limité d’interventions est censé restreindre les entreprises ayant des engagements financiers en cours. Une recommandation clé est de garantir l’indépendance de la Banque centrale face à la crise. Les approches à long terme sont importantes, notamment « renforcer la protection sociale et les systèmes de santé publique, formaliser le marché du travail et créer des réserves budgétaires » (*ibid.* : 20).

En Ouganda, la politique a engendré une réduction du taux d’intérêt du marché pour stimuler l’investissement du secteur privé et la consommation des ménages (Okumu, Kavuma et Bogere 2021a). Le gouvernement a également modéré le marché financier par rapport au risque de liquidité, au risque d’adéquation des fonds propres et au risque de crédit, ce qui a favorisé la stabilité. Les indicateurs de solidité financière sont demeurés supérieurs aux exigences réglementaires. La politique budgétaire a également été jugée efficace, dans la mesure où elle fournissait une protection temporaire des liquidités grâce à des allègements fiscaux pour les entreprises formelles, mais au prix d’une dette publique accrue. Les moyens de subsistance et les emplois protégés devraient soutenir le remboursement de cette dette. Les recommandations pour l’Ouganda incluent les éléments suivants : stimuler la demande globale par des politiques expansionnistes ; continuer à alléger les contraintes de liquidité pour les petites entreprises ; et stimulants économiques pour les secteurs les plus touchés (éducation, hébergement et divertissement) (Okumu, Kavuma et Bogere 2021b).

La recherche sur le Bangladesh recommande : d’adopter une politique budgétaire anticyclique face au ralentissement de la demande globale ; d’orienter les ressources budgétaires vers ceux qui présentent une forte tendance à consommer et à investir ; de fournir des transferts monétaires et une aide alimentaire directs, et d’augmenter les dépenses publiques en matière de santé et d’éducation (Bhattacharya, Khan et Rabbi 2021). La modélisation suggère que l’augmentation des transferts de fonds publics aux ménages à faible revenu profite davantage à la consommation réelle des ménages pauvres. Et une augmentation des dépenses en matière de santé et d’éducation aura un impact positif sur la production intérieure brute réelle et les exportations. Il semble que ce soit la capacité limitée des pouvoirs publics plutôt que le manque de ressources qui s’avère le plus complexe pour la politique budgétaire expansionniste.

Une comparaison précoce des plans de relance économique entre les pays du G20 et les pays d’Afrique subsaharienne a révélé d’importantes différences – 27 pour cent et 3 pour cent du produit intérieur brut (PIB) respectivement (Raga et Houseini 2020). Les plans de relance en Afrique subsaharienne soutenaient principalement une riposte immédiate à court terme. Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale financent les mesures de politique économique dans cette région, mais le financement est insuffisant pour combler les déficits. Compte tenu de la marge de manœuvre budgétaire limitée et de l’incertitude des résultats de la politique monétaire, il est nécessaire d’examiner les mesures stratégiques en considérant la façon dont différents scénarios politiques pourraient évoluer, les compromis entre les résultats stratégiques à long terme et à court terme, les conséquences à long terme des perturbations causées par la pandémie, ainsi que les opportunités pour des plans de relance écologiques et paritaires.

5.2 Des synergies entre les mesures budgétaires sont nécessaires

Un document de synthèse de l’Overseas Development Institute (ODI) examine les réponses stratégiques et les options pour le rétablissement au Bangladesh, au Kenya, au Pérou, au Sri Lanka et en Tanzanie (Raga et te Velde 2022). Les interventions monétaires se sont révélées rapides et substantielles, mais les mesures budgétaires ont été limitées. Les pays ayant une dette publique élevée ont eu recours à la politique monétaire (dans le cas

du Sri Lanka) ou à des allègements fiscaux (dans le cas du Kenya). Il préconise que « les risques découlant de l'accélération de l'inflation, des pressions liées à dette et de la stabilité financière soient surveillés » (*ibid.*: 1). Les synergies entre les instruments politiques devraient être maximisées – par exemple, en ciblant des mesures ayant des effets multiplicateurs élevés.

Un autre document de l'ODI définit une méthodologie et des étapes détaillées pour analyser les options de politique macroéconomique (Keane *et al.* 2021). Les études de cas relatives au chemin d'impact proviennent du Bangladesh, du Kenya, du Pérou, du Sri Lanka et de la Tanzanie. Les étapes devraient décrire la référence d'impact de la Covid-19, élaborer des options stratégiques, puis utiliser « des méthodes appropriées telles que l'analyse de la chaîne causale et la modélisation pour analyser l'impact des mesures stratégiques sur les variables économiques, sociales/ de genre et environnementales (*ibid.*: iii). Les considérations clés en matière de politique budgétaire comprennent l'accent mis sur les dépenses, les effets multiplicateurs et indirects et la viabilité de la dette. Les considérations relatives à la politique financière comprennent la sensibilité aux taux d'intérêt, la portée du financement ciblé et la stabilité financière. La politique relative au commerce et à la production, comme par exemple les barrières tarifaires et non tarifaires, les accords de libre-échange et les aides à l'investissement, doivent tenir compte des répercussions sur les volumes et les prix des échanges, les prix à la consommation, la productivité et la valeur ajoutée sectorielle. Toutes les politiques macroéconomiques doivent tenir compte des questions sociales, de genre et d'ordre climatique.

Les interventions gouvernementales, telles que la politique budgétaire, doivent être équilibrées entre les petits, les moyens et les gros exportateurs, avec la mise en œuvre de dispositions spéciales pour les nouveaux exportateurs (Thompson *et al.* 2021).

5.3 La politique macroéconomique doit se concentrer sur le genre

En utilisant le Bangladesh, le Kenya, le Pérou, le Sri Lanka et la Tanzanie comme études de cas, Papadavid et Pettinotti (2021) examinent les conséquences sur l'égalité entre les sexes de différentes politiques monétaires, y compris les politiques en matière de taux d'intérêt, l'assouplissement quantitatif, la restriction ou l'affectation de contraintes ou de dispositions spécifiques et les mesures relatives à la balance des paiements. L'identification des effets positifs et négatifs sur le genre s'est avérée compliquée, car les femmes constituent un groupe très hétérogène. Différentes caractéristiques déterminent la réponse aux nouveaux avantages économiques, de la hiérarchie des salaires, du statut migratoire, de l'état civil et de l'âge au niveau d'études et de formation, à l'orientation sexuelle, et à la maternité. Le manque de données est également un problème.

Le secteur industriel au Sri Lanka et au Bangladesh emploie principalement des femmes, qui ont été très touchées par les fermetures (*ibid.*). Les faibles taux d'intérêt pour les investissements dans ces régions devraient soutenir l'emploi des femmes, dépendant de l'augmentation de la demande de vêtements. Des changements ont été apportés aux besoins de financement et aux modalités de remboursement, mais aucun ne ciblait les entreprises dirigées par des femmes. Le ciblage est difficile en raison de la nature de l'activité travail (secteur informel) et du manque de données. Des données et des outils doivent également être développés pour permettre d'affecter des dispositions spécifiques.

Il est recommandé de développer des données et des outils afin d'identifier les secteurs présentant le meilleur potentiel pour améliorer l'égalité (Papadavid et Pettinotti, 2021). Par exemple, la baisse des taux d'intérêt au sein du secteur agricole permettrait d'encourager davantage l'investissement dans les exploitations agricoles qui nécessitent plus de main-d'œuvre salariée, souvent des femmes.

En matière de politique monétaire, Papadavid et Pettinotti (2021) recommandent d'intégrer les objectifs d'emploi des femmes dans la règle de Taylor², qui est utilisée par les banques centrales pour contrôler l'inflation. Outre la politique monétaire, des politiques budgétaires visant à alléger les responsabilités des femmes qui s'occupent d'enfants et de proches âgés contribueraient à favoriser l'emploi des femmes.

² La règle de Taylor est une formule qui fournit des recommandations pour l'établissement de taux d'intérêt à court terme afin d'atteindre la stabilité économique à court terme et une inflation raisonnable à long terme.

Profil de pays – Ouganda

Une comparaison des impacts du confinement en 2020 et en 2021 sur les entreprises ougandaises révèle une baisse plus importante de l'activité commerciale et de la demande de produits lors du deuxième confinement, d'environ 70 pour cent (Sunday *et al.* 2021). Le deuxième confinement a ralenti ou interrompu la reprise après le premier confinement. Un meilleur accès aux ressources et au crédit a été rendu possible lors du deuxième confinement. Les écoles ont dû vendre leurs actifs et cesser de payer les salaires des enseignants, et peu d'enseignants ont reçu une aide de l'État. L'étude préconise d'identifier et de cibler les personnes nécessitant une aide de l'État.

Les petites et moyennes entreprises ont vu leurs ventes et leur rentabilité diminuer de plus de 60 pour cent (Mwesigye *et al.* 2021a). Les coûts d'exploitation ont augmenté de plus de 40 pour cent les entreprises dirigées par des femmes étant plus touchées que celles dirigées par des hommes. L'étude a identifié « une nécessité de soutenir les entreprises par le biais de la restructuration des prêts, d'une aide financière accessible, et d'avantages fiscaux » (*ibid.*: 1).

Les petites et moyennes entreprises agroalimentaires disposaient d'un accès réduit aux ressources importées (Lakuma *et al.*, 2021). La productivité et la qualité des produits ont été affectées. L'utilisation des paiements numériques était faible en raison de problèmes de sécurité, qui doivent être abordés. Très peu d'entreprises ont eu accès aux programmes de relance du gouvernement ; le manque de connaissance de l'aide disponible et les obstacles bureaucratiques doivent être abordés.

L'activité sous contrat dans le secteur des transports au sein de la région métropolitaine de Kampala a eu des conséquences négatives sur les recettes fiscales du gouvernement, en particulier la taxe sur les carburants (Mwesigye *et al.* 2021b). La recherche a révélé qu'il serait utile pour les stations-service d'exercer des activités numériques pour le gaz de pétrole liquéfié (GPL), mais pas pour les énergies inflammables et dangereuses comme l'essence et le diesel. Encore une fois, il existe des problèmes de cybersécurité. Les recommandations basées sur cette évaluation rapide de l'industrie comprennent : la nécessité de créer une base de données pour les chauffeurs de taxi et de boda boda pour qu'ils puissent être contactés en cas de besoin d'assistance ; la baisse de la taxe sur le carburant ; et la catégorisation des employés de stations-service en tant que travailleurs essentiels.

Les entreprises familiales ont diminué d'environ 7 pour cent, 200 000 ménages ayant cessé leur activité (Sswenyana, 2021). La région Ouest de l'Ouganda a enregistré la baisse la plus significative. La disponibilité du capital initial était limitée, et il était difficile de trouver des clients et d'accéder aux matières premières. Les entreprises dirigées par des femmes dominent ce secteur, par conséquent, les politiques qui soutiennent sa croissance et son développement contribueront à soutenir les femmes.

6. Gouvernance

La pandémie a à la fois mobilisé les citoyens pour soutenir d'autres personnes dans le besoin et généré une violente réaction à l'encontre des groupes marginalisés. La recherche CORE identifie des exemples de collaboration efficace entre les groupes de la société civile et les différents niveaux de gouvernement pour soutenir une réponse plus efficace à la pandémie. Toutefois, certaines études ont également mis en évidence des réponses étatiques sécurisées et militarisées, fondées sur la panique et des différends politiques de longue date.

6.1 Gouvernance collaborative lors d'une pandémie

Des recherches empiriques menées en Amérique latine ont examiné la relation entre la gouvernance collaborative et la mortalité liée à la Covid-19 (Cyr *et al.*, 2021). Une collaboration accrue entre les niveaux de gouvernement et les organisations sociales s'est avérée plus efficace pour contenir les taux de mortalité au début de la pandémie. « La collaboration a aidé à favoriser la coopération au-delà des ressources, à gagner du temps pour se préparer à une recrudescence potentielle de cas et à produire un message unifié concernant ce que les citoyens devraient faire pour empêcher la propagation virale » (*ibid.* : 290).

En Tunisie, les recommandations d'une étude indiquent que la reprise doit être effectuée au niveau de la planification locale générale, avec une planification plus spécifique par chaque municipalité pour son territoire (Marrakchi 2020), car le niveau municipal est le mieux adapté pour tenir compte des besoins et des nuances locaux. Le Local Government Act encourage l'allocation de fonds pour soutenir les personnes ayant des besoins spécifiques, les personnes sans soutien familial et les femmes qui ont été victimes de violence. Les priorités doivent être reformulées pour gérer les budgets limités, et il est nécessaire de légiférer pour détailler les compétences partagées entre les municipalités et l'administration centrale.

6.2 Exploiter la mobilisation citoyenne

Au Liban, des citoyens et des professionnels de la santé préoccupés ont constitué le Comité libanais indépendant pour l'élimination de la Covid-19 (Abi-Rached *et al.* 2020). Ils ont constaté l'échec du gouvernement concernant les mesures de prévention à long terme, l'absence d'une stratégie nationale à jour et le manque de transparence des données. Il y avait aussi des inconnues dans le processus de recherche des contacts, et ils ont remis en question la validité des tests. Leur rapport préconise une stratégie de communication publique plus forte, une meilleure coordination et collaboration avec les autorités locales, une stratégie globale en matière d'éducation et de sensibilisation, un contrôle aux frontières renforcé et un système de protection sociale plus élargi.

6.3 Les dangers inhérents à une riposte militarisée contre les pandémies

Des manifestations survenues en Afrique du Sud lors des restrictions de confinement ont été accueillies avec une violence policière excessive. Rebello *et al.* (2021) suggèrent que cela est probablement dû à la sécurisation et à la militarisation de l'État. Le recours à la violence était légitimé par le sentiment collectif de panique. La riposte contre la pandémie a également été descendante et paternaliste, ce qui a compromis la tradition de cohésion sociale. Le manque de législation et d'orientation claires concernant le maintien de l'ordre ou l'application des restrictions était également un facteur probable de la violence excessive. Il existe également des problèmes non résolus de violences policières, et un manque de confiance entre les forces de police sud-africaines et de nombreuses communautés qui remonte à l'époque de l'apartheid. Les violences policières perpétrées à l'encontre d'hommes noirs en particulier étaient motivées par des stéréotypes raciaux (Langa et Leopeng 2020). Les forces de police doivent se professionnaliser et se démilitariser.

Des violences policières et une riposte excessivement militarisée ont également été constatées au Kenya, au Nigeria, aux Philippines, au Sri Lanka, en Iran et en Hongrie (Rebello *et al.* 2021). Les politiques et les directives concernant le maintien de l'ordre en période de crise doivent reconnaître les défis auxquels les populations sont confrontées en situation de catastrophe et favoriser la cohésion sociale ainsi que la coopération.

Profil de pays – Éthiopie

Le profil de pays éthiopien (OSSREA n.d.d.) indique les politiques et directives pertinentes sur une série de questions : déplacements internationaux, fermeture des lieux de rassemblement, éviter la promiscuité (distanciation sociale), utilisation appropriée du matériel de protection, intensification des tests, diffusion des pratiques recommandées par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), augmentation de la capacité de quarantaine, encouragement du bénévolat, et accès aux zones rurales. Il décrit l'engagement communautaire, y compris la mobilisation des jeunes, un défi lancé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) aux jeunes éthiopiens pour trouver des solutions innovantes, des jeunes bénévoles contre la Covid-19, une recherche empirique identifiant les connaissances, les perceptions et les pratiques préventives à l'égard de la Covid-19, des méthodes de rétroaction, les groupes vulnérables, y compris les familles à faibles revenus, les enfants des rues, les professionnels de la santé et les personnes vivant dans des zones rurales, une formation dispensée aux fournisseurs de services essentiels, ainsi que des informations générales concernant les établissements de santé, les transports et les services publics.

Le rapport met en évidence le manque d'informations concernant la formation dispensée au personnel des services essentiels sur la communication des risques, l'engagement communautaire et les actions spécifiques menées dans différentes régions du pays, ainsi que la façon dont l'apprentissage fondé sur des données probantes est réalisé par différents intervenants.

Une analyse documentaire donne un aperçu des budgets présentés au gouvernement par différents organismes : le Fonds monétaire international (FMI), l'Union européenne (UE), le Groupe de la Banque mondiale, le Royaume-Uni (RU), Ethio Telecom et les Émirats arabes unis (EAU). L'analyse décrit l'engagement civique des jeunes, des professionnels de la santé et des étudiants qui se sont portés volontaires afin d'aider à partager l'information (OSSREA n.d.d.).

7. Thèmes transversaux

7.1 Inégalités

La région méditerranéenne a connu une forte augmentation des inégalités multidimensionnelles entre les pays durant la pandémie de Covid-19 (Al Shami 2021). Il s'agit notamment des inégalités de revenus, des inégalités en matière d'éducation (en raison du manque d'infrastructures de télécommunications), des inégalités en matière de soins de santé et des inégalités entre les sexes.

Les travailleurs informels plus âgés bénéficiaient d'un retour plus lent aux revenus antérieurs à la Covid-19 que leurs homologues plus jeunes (Alfers *et al.*, 2021). Il existe également un thème d'exclusion en termes de progrès numérique parmi les secteurs. Une faible proportion de personnes âgées de 60 ans et plus bénéficient d'une retraite dans les pays à faible revenu, et les hommes sont davantage susceptibles de bénéficier d'une retraite que les femmes. Les personnes vivant dans des pays dotés d'un système de pension de sécurité sociale ont pu recevoir une allocation de soutien du revenu en temps opportun.

7.2 Genre

La pandémie de Covid-19 a affecté la santé, les moyens de subsistance et le bien-être des personnes, des ménages et des communautés dans le monde entier. Au fur et à mesure que la pandémie progressait, les effets collatéraux des mesures de relance et de confinement ont accentué les inégalités existantes entre les sexes et compromis la santé et le bien-être des femmes et des minorités de genre. Ces inégalités ont été particulièrement prononcées dans les PRFI.

En Inde, la planification familiale a été insuffisante durant la crise, et la recherche a porté sur quatre annonces de politiques et de programmes de lutte contre l'insécurité sanitaire (Pillai *et al.* 2022d). Les régions qui avaient mis en œuvre le régime national de santé publique³ disposaient de meilleurs indicateurs de planification familiale, mais obtenaient des résultats plus faibles pour les autres établissements de soins comparativement à celles qui n'avaient pas mis en œuvre le régime. En juin 2020, le régime a été étendu aux travailleurs migrants. Les femmes représentaient environ 45 pour cent du total des admissions autorisées à l'hôpital dans le cadre du régime. Plusieurs organisations de la société civile ont fourni des services de santé sexuelle et reproductive.

On craint que l'utilisation accrue de la technologie n'exclue davantage les femmes – par exemple, la finance numérique (Ahmed et Chinembiri 2021), en partie parce que les femmes ont tendance à avoir moins de connaissances numériques que les hommes (*ibid.*). Dans l'ensemble de l'économie informelle, les moyens de subsistance des femmes ont été plus durement affectés par la pandémie que ceux des hommes (WIEGO 2021a).

Parmi les femmes au sein de l'économie informelle, une étude a révélé que celles qui avaient déclaré avoir accru leurs responsabilités familiales travaillaient moins de jours et gagnaient moins que les femmes dont les responsabilités familiales demeuraient inchangées (Ogando *et al.* 2021a). De même, les hommes ayant des responsabilités familiales accrues travaillaient moins, mais n'avaient pas constaté de revenus sensiblement inférieurs à ceux des hommes sans responsabilités familiales accrues. L'accès aux services de garde d'enfants est nécessaire pour soutenir les femmes au sein de l'économie informelle.

Un examen de l'impact de la pandémie de Covid-19 et du travail domestique non rémunéré sur les moyens de subsistance des travailleurs informels indique : « L'on estime que d'ici 2030, les conséquences de la pandémie sur la recrudescence de la pauvreté seront ressenties le plus durement par les femmes, notamment celles qui se trouvent dans leurs premières années de procréation et de production et celles originaires d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud » (Ogando *et al.* 2021b, p. 28).

Des études menées auprès de femmes travaillant dans l'agriculture au sein des zones rurales de la Tunisie révèlent que la Covid-19 a exacerbé les vulnérabilités déjà existantes (Bajec 2020). Les femmes travaillaient dans des conditions dangereuses sans équipement de protection, et celles qui n'étaient pas en mesure de vendre leurs produits (en raison de la fermeture des stands de nourriture) ont perdu leur revenu. La réponse du gouvernement a été insuffisante, et il est nécessaire de reconnaître davantage les besoins spécifiques inhérents à ce groupe. Les organisations locales soutiennent la formation technique, l'autonomisation et la prise de conscience, et fournissent des informations sur la façon de mettre en place des activités commerciales. Le travail des femmes vivant en milieu rural devrait être régularisé, et les donateurs devraient mobiliser des ressources destinées à financer des projets durables pour les femmes vivant en milieu rural.

³ Ayushman Bharat Pradhan Mantri Jan Arogya Yojana (AB-PMJAY).

7.3 Environnements touchés par un conflit

Libye

Au début de la crise de la Covid-19, les recherches menées sur la situation sanitaire et humanitaire dans les régions de la Libye touchées par le conflit ont révélé un manque de coordination et des mesures inefficaces pour lutter contre la propagation du virus, ce qui a aggravé la situation pour les personnes concernées (Basha 2020). Les accords de trêve ont échoué et une crise est survenue dans la prestation des services essentiels. Les opérations militaires ont continué de s'intensifier.

Les Rohingyas

Durant la pandémie, parmi les Rohingyas déplacés du Myanmar et établis à Cox's Bazar, au Bangladesh, les mères enceintes et allaitantes ont été identifiées comme étant les groupes les plus vulnérables, ainsi que les adolescents garçons et filles, les ménages dirigés par une femme, les personnes handicapées et les personnes âgées (Hossain *et al.* 2021). L'étude a révélé des structures d'accouchement inadéquates, un grand nombre d'adolescents qui abandonnent l'école (75 pour cent), un état de santé particulièrement mauvais parmi les personnes âgées, un sentiment de faiblesse parmi les personnes handicapées et des difficultés économiques extrêmes parmi les ménages dirigés par une femme. (Centre d'excellence en matière de genre, de santé et de droits sexuels et reproductifs n.d.). Seulement 14 pour cent des ménages dirigés par une femme ont reçu de la nourriture ou de l'argent de la part d'organismes gouvernementaux (*ibid.*). Les normes sociales et culturelles sexospécifiques sont profondément ancrées au sein de cette communauté, et les perspectives économiques sont relativement limitées (Hossain *et al.* 2021). La recherche a révélé que de nombreux Rohingyas manquaient de connaissances précises concernant les mesures de transmission ou de prévention de la Covid-19. Il y a un besoin urgent de messages clairs et adaptés à la culture.

Un rapport de situation décrit les impacts d'un incendie ayant éclaté dans des camps de Rohingyas au Bangladesh pendant la pandémie (Ahmed *et al.* 2021). Dans trois camps, 48 300 personnes ont perdu leur maison et leurs biens. Les installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement ont également été détruites ou endommagées, ce qui a rendu la situation extrêmement difficile. Une aide alimentaire d'urgence a été distribuée, mais certains ménages n'en ont pas reçu. Des personnes ont été séparées de leur famille, et le manque d'intimité, de sécurité et de protection pour les femmes, les filles et les adolescents a contribué de façon significative à des niveaux élevés de vulnérabilité. La traite des femmes et des enfants suscite des préoccupations. Des établissements de santé ont été endommagés, et les personnes ayant subi des brûlures n'ont pas pu avoir accès à une aide immédiate. Le rapport présente des extraits d'entretiens avec les personnes touchées.

La construction de structures d'hébergement séparées selon le sexe et l'âge pour les milliers de résidents affectés par l'incendie constitue une priorité (Ahmed *et al.* 2021). La gestion de l'eau potable et des déchets solides constitue également une nécessité absolue. Un soutien psychosocial est recommandé pour ceux qui ont besoin d'aide pour gérer un traumatisme. Des éclairages sont également nécessaires afin de garantir la sécurité des filles la nuit.

8. Reconstruire en mieux – Synthèses régionales

La recherche CORE fournit des enseignements concernant le fait de reconstruire en mieux. Un nombre important des impacts socioéconomiques de la pandémie sur les groupes vulnérables sont liés au sous-investissement à long terme dans la protection sociale et les systèmes de santé ainsi que dans les politiques économiques et du marché du travail qui ne parviennent pas à favoriser la croissance inclusive et la justice sociale.

Raga et te Velde (2022) suggèrent de maximiser les initiatives vers une relance économique arc-en-ciel qui soit transformatrice, plus inclusive et qui fonctionne pour le climat. Les plans de relance devraient être mieux ciblés sur la santé, l'éducation et la protection sociale, en favorisant une croissance inclusive. Le Sri Lanka recommande de stimuler le commerce régional et d'attirer les investissements directs étrangers. Un soutien plus ambitieux des donateurs est nécessaire en termes de financement vert, de restructuration de la dette, de réformes structurelles et de systèmes de protection sociale.

8.1 Asie du Sud

La politique de relance en Asie du Sud devrait accorder la priorité aux impacts sanitaires et socioéconomiques de la pandémie (Javed, Ahmed et Cheema 2021). Les politiques devraient se concentrer sur la lutte contre la pauvreté, la création d'emplois, la création de nouvelles opportunités en fournissant une couverture maladie

universelle, l'intégration de la dimension de genre dans les systèmes de protection sociale, et la réduction de la fracture numérique dans l'éducation. Les auteurs suggèrent que la vaccination soit considérée comme une politique économique et qu'elle soit distribuée équitablement. La fiscalité progressive – qui consiste à transférer la charge des pauvres aux riches – devrait être réalisée en simplifiant et en numérisant le processus d'imposition, et en investissant dans les capacités de collecte et d'évaluation des données. L'inclusion financière devrait également constituer une priorité, en élargissant l'accès aux services financiers, en améliorant les connaissances financières numériques et en augmentant l'inclusion des femmes au sein des systèmes financiers.

8.2 Afrique subsaharienne

Mutumbala (2021) identifie un certain nombre de priorités pour une relance équitable en Afrique subsaharienne. Il est recommandé aux gouvernements d' « instaurer un système de santé solide et résilient, d'aider les PME [petites et moyennes entreprises] à relancer la croissance, de diversifier les activités économiques parmi les secteurs orientés vers l'exportation, de promouvoir la numérisation dans l'éducation, la gouvernance, et les activités économiques, et de renforcer la coopération bilatérale et régionale » (*ibid.* : 1). La protection des PME est nécessaire, avec la mise en œuvre de programmes de recouvrement du capital qui établissent des liens étroits avec les services financiers, et le secteur informel devrait être formalisé. La diversification des produits d'exportation pour une sécurité renforcée devrait inclure la prise en compte d'autres secteurs tels que l'agriculture, les minéraux solides, le secteur de la production industrielle et les services, et la capacité devrait être développée de manière appropriée.

Les recommandations comprennent la création d'une économie durable et résiliente avec des mécanismes de financement vert (Shipalana 2020). Il s'agit notamment d'investir dans les énergies renouvelables, d'établir des fonds pour l'environnement, de réformer la fiscalité verte et d'écologiser le secteur financier. Les obligations vertes sont considérées comme « l'une des options les plus faciles d'accès et les plus économiques pour aider à réunir des capitaux importants pour le développement des infrastructures afin d'atteindre les objectifs environnementaux en Afrique » (*ibid.* : 2). Des financements publics ciblés sont nécessaires afin de réduire les risques liés aux investissements, de stimuler les investissements verts et de mobiliser des fonds privés pour des investissements verts.

Des mesures doivent être prises pour soutenir les jeunes Africains dans le cadre des plans de relance post-Covid-19 en favorisant la création d'emplois dans des secteurs tels que le tourisme, l'agro-industrie, l'information et la technologie, ainsi que d'autres services (OSSREA n.d.e.). Les jeunes entrepreneurs doivent avoir accès à un capital de départ, et l'éducation et la formation devraient faire partie intégrante de la relance. Les entreprises peuvent fournir un accompagnement grâce à la fourniture de bourses d'apprentissage, ainsi que de programmes d'études supérieures et de stages.

8.3 Amérique latine

L'Amérique latine a été particulièrement touchée par la pandémie, avec d'importantes pertes de revenus, un nombre élevé de décès et des inégalités accrues (Padilla, Machorro et Pira 2021). Les politiques de réforme à long terme devraient inclure « le renouvellement des politiques budgétaires, le renforcement des processus démocratiques et de la participation, la transparence et la responsabilisation des services publics, ainsi qu'une coopération régionale efficace » (*ibid.* : 1). Les politiques doivent encourager une croissance inclusive avec la formalisation du travail, l'amélioration des systèmes de protection sociale et des services de santé. La vaccination doit être accessible à tous. Une meilleure infrastructure technologique est nécessaire pour soutenir la création de petites entreprises. Des services de soins communautaires sont également nécessaires pour permettre aux femmes de concilier leurs responsabilités familiales et professionnelles (Gender in Latin America Working Group 2022). Le travail domestique doit être réévalué dans le cadre de ce programme.

Un document d'orientation présente une stratégie quinquennale financièrement viable pour reconstruire en mieux au Pérou (Jaramillo et Escobar 2021). Il souligne l'importance de l'investissement public pour remédier aux faiblesses structurelles. Cela devrait s'accompagner d'une focalisation sur les dépenses publiques afin d'instaurer un système de protection sociale plus universel.

Les auteurs indiquent que cela pourrait contribuer à combler l'écart entre les sexes sur le marché du travail. Les principales conclusions sont les suivantes : l'investissement public soutient la croissance économique, mais pas la faiblesse structurelle ; les dépenses de santé publique peuvent aider à instaurer un système universel de protection sociale et à remédier aux inégalités entre les sexes sur le marché du travail ; les débats publics sur la protection sociale devraient contribuer à inclure des réformes formelles en faveur de l'emploi et de l'amélioration de la productivité ; et la répartition sectorielle des investissements publics présente un impact sur les résultats en matière d'emploi.

8.4 Europe

Dans la Méditerranée, Al Shami (2021) suggère de se concentrer sur la reconstruction afin de réduire les inégalités au sein de la région plutôt que sur la réponse réactive mise en œuvre jusqu'à présent, qui a été « ponctuelle et sans vision à court terme » (*ibid.*, 130). Des politiques publiques plus inclusives sont nécessaires à long terme, et les organisations de la société civile devraient participer davantage à l'élaboration des politiques publiques.

8.5 Moyen-Orient et Afrique du Nord

Les premiers rapports sur la Tunisie, le Liban (2020) et l'Égypte (2020) soulignent l'opportunité et la nécessité de reconstruire en mieux dans ces pays. En Tunisie, une étude recommande que le soutien aux entreprises vise à mettre fin à la vulnérabilité et à lutter contre la corruption, à autonomiser les travailleurs vulnérables et à renforcer la protection sociale (Houerbi 2020). Au Liban, il est à espérer que la relance après la pandémie fournisse une opportunité d'aborder les défis socioéconomiques profondément enracinés et sous-jacents qui menacent le développement et la stabilité du pays (Diwan et Abi-Rached 2020). La Covid-19 a révélé la fragilité de l'Égypte, qui est enracinée dans des problèmes structurels et des revendications sociales (Diwan, Houry et Sayigh 2020). Un virage est nécessaire vers une plus grande ouverture des politiques et des marchés. Le gouvernement doit permettre au secteur privé de jouer un rôle plus important au sein de l'économie.

9. Nouvelles idées et approches

Les 21 projets CORE ont tous, dans une certaine mesure, participé à des innovations et au développement de nouvelles idées concernant la technologie, les politiques, les méthodes de recherche et l'application des connaissances. La pandémie a créé un environnement unique et complexe qui a nécessité des adaptations aux politiques et aux pratiques fondées sur des données probantes, ainsi qu'à la production et à l'utilisation de la recherche.

9.1 Exploitation de la technologie

Une étude examine le potentiel d'amélioration de la couverture de protection sociale en Afrique grâce à l'intelligence artificielle (IA) durant la pandémie et au-delà (Kabinga, Razzano et Chinembiri 2021), et conclut que « les interventions doivent être spécifiques au contexte, axées sur les données, et bénéfique sur le plan économique et politique » (*ibid.* : 5). Les plateformes mobiles et bancaires qui peuvent être utilisées sans appareils connectés sont nécessaires pour une mise à l'échelle réussie. Parmi les autres recommandations figurent les investissements stratégiques des entreprises publiques et d'État dans les infrastructures liées à l'IA, les politiques de données ouvertes, un organisme de réglementation de l'information pour l'application du Protection of Private Information Act (POPIA) (Loi sur la protection des informations personnelles, Afrique du Sud), et le développement de biens publics fongibles à long terme.

La numérisation accrue de l'éducation engendre une exclusion plus importante des personnes qui n'ont pas accès à la technologie (Hurulle 2021). Selon cet auteur, « les organismes de réglementation des télécommunications devraient mettre en œuvre des mesures visant à identifier les obstacles à un élargissement de la couverture et à une expérience de service de qualité élevée ». Les infrastructures de télécommunications telles que les tours de télécommunications soutiendront les mesures visant à accroître l'élargissement de la couverture pour la numérisation. En Inde, l'accès a été amélioré lorsque le gouvernement a prêté des appareils aux étudiants qui devaient être restitués après leurs études. D'autres exigences pour la numérisation de l'éducation comprennent la formation des enseignants à l'utilisation d'outils numériques afin de rendre les cours plus efficaces. La télévision (TV) et la radio pourraient également couvrir le contenu en ligne pour les personnes n'ayant pas accès à un appareil numérique.

L'Organisation pour la recherche en sciences sociales en Afrique orientale et australe (OSSREA) révèle un certain nombre de progrès à petite échelle réalisés par des particuliers. Un jeune inventeur a conçu un distributeur de savon électrique sans contact, un ventilateur fonctionnant à partir d'un téléphone portable et un dispositif pour rappeler aux gens de ne pas se toucher le visage (OSSREA n.d.d.). D'autres interventions menées par des jeunes en Afrique comprennent l'utilisation d'applications de médias sociaux pour diffuser des informations exactes (OSSREA n.d.e.). Au Ghana, un jeune ingénieur a mis au point un lavabo solaire doté de capteurs et d'une alarme pour s'assurer que les mains sont lavées pendant 20 secondes. Des étudiants au Sénégal ont inventé une « Voiture docteur », qui opère au sein des zones de quarantaine par le biais d'un téléphone mobile. Elle peut surveiller les signes vitaux et livrer des médicaments, de la nourriture et du désinfectant pour les mains aux patients.

Et en Tunisie, des enseignants et des étudiants de l'Institut national des Sciences appliquées et de la Technologie (INSAT) est en train de mettre au point la première plateforme Internet ouverte qui analyse les radiographies pulmonaires des patients afin de détecter des signes de la Covid-19.

Au Rwanda, l'Institute of Policy Analysis and Research (2021) présente des options pour tirer parti de la politique gouvernementale actuelle visant à élargir le commerce électronique et l'utilisation de plateformes en ligne pour acheter et vendre des produits et services. Il s'agit notamment d'examiner les frais de transaction et d'envisager de supprimer les frais pour les petites transactions, d'accroître l'accès et l'utilisation des smartphones, d'améliorer la structure du marché des fournisseurs d'accès Internet afin de réduire les coûts d'Internet et d'améliorer la couverture géographique, d'élargir l'utilisation des plateformes de commerce électronique afin de relier les exportateurs aux marchés internationaux, et de cibler le soutien à des PME spécifiques.

Une évaluation des besoins pour le Pakistan recommande « l'élaboration d'un tableau de bord numérique de la sécurité alimentaire à l'échelle des districts pour les denrées alimentaires de base, indiquant l'état de la production, de la consommation, des stocks et des prix des aliments au Pakistan pour une prise de décision efficace et éclairée » (Salik 2021 : 5). Améliorer la connectivité Internet dans les zones rurales est également important pour promouvoir la numérisation des chaînes d'approvisionnement alimentaire. Les capacités locales doivent être renforcées afin de garantir une meilleure évaluation des risques liés à la pandémie et aux besoins alimentaires.

Pour soutenir la macroéconomie en Afrique, les pays dotés d'un vaste secteur informel devraient exploiter les technologies numériques pour fournir des services financiers de base (Shipalana *et al.* 2020).

La pandémie de Covid-19 constitue une opportunité d'élaborer de nouvelles politiques pour garantir la sécurité alimentaire. La Structure centralisée de visualisation des données du Sustainable Development Policy Institute pour les chaînes d'approvisionnement alimentaire « analyse et surveille les ressources alimentaires, les besoins, et fluctuations de prix afin d'aider les décideurs à limiter le stockage spéculatif des denrées alimentaires, à éliminer les problèmes logistiques, et à contrôler les prix des denrées alimentaires grâce à des approvisionnements fluides (Thompson *et al.* 2021: 4). Elle fournit au gouvernement des données relatives aux fluctuations de l'offre et de la demande de l'échelle nationale à l'échelle du district.

9.2 Réforme juridique

Une recherche menée au Liban porte sur la façon dont la Covid-19 a révélé des lacunes dans les politiques et les lois visant à protéger la sécurité des médecins (El Jamal *et al.* 2021). Dans la mesure où la médecine est une pratique indépendante, les médecins ne sont pas assujettis à certaines législations du travail. Des questions ont été soulevées au sujet de l'indemnisation versée à la famille en cas d'incapacité ou de décès de médecins stagiaires. Les auteurs recommandent que l'indemnisation versée par l'employeur en cas de décès soit calculée en fonction du dernier salaire perçu par le stagiaire. Les médecins stagiaires doivent être mieux rémunérés et les législations du travail doivent être améliorées afin de renforcer la sécurité sur le lieu de travail.

9.3 Méthodologies de recherche

Les défis liés aux méthodes de recherche durant la pandémie comprenaient la technologie et les restrictions de confinement (Schmidt-Sane *et al.*, 2021). Les problèmes technologiques comprenaient la connectivité Internet, l'accès au téléphone, les données mobiles et l'utilisation d'outils numériques inconnus. Le confinement et les restrictions de déplacement ont rendu difficile le suivi, l'établissement de relations, ou l'embauche et la formation de nouveaux chercheurs. Les chercheurs se sont adaptés de nombreuses manières, y compris par le biais de l'échantillonnage en boule de neige par téléphone, en passant par un point d'accès et en ayant recours à l'échantillonnage en présentiel. Des méthodes de travail nouvelles et anciennes sont incorporées. Le passage aux réunions Zoom a permis une participation plus importante dans les endroits où la technologie est disponible et opérationnelle.

9.4 Engagement et impact de la recherche

Le partage des enseignements tirés du programme CORE a permis d'identifier un certain nombre de défis liés à l'influence des politiques durant la pandémie (Meeker 2021). La réduction de l'accès aux décideurs était une question qui exigeait de la souplesse, une adaptation des objectifs pour répondre aux besoins des décideurs, une recherche de plateformes alternatives pour l'engagement, ainsi que l'établissement de liens avec les canaux de plaidoyer existants plutôt que d'en créer de nouveaux. Parmi les autres enseignements, il convient

de mentionner que l'analyse des intervenants devrait être élargie afin d'aider à gérer le renouvellement du personnel gouvernemental. Le personnel de niveau intermédiaire et d'autres intervenants doivent être mobilisés. La création de partenariats a permis d'accroître la visibilité. L'utilisation de méthodes de communication non traditionnelles a permis aux intervenants de recueillir des données probantes en temps opportun dans une situation en évolution rapide. Et la transmission de la complexité et de la nuance à de multiples intervenants nécessite une compréhension du public et l'adaptation des messages à différents publics.

L'Institute of Development Studies (IDS) a procédé à un examen rapide des approches visant à faire participer la recherche aux processus de changement durant la pandémie. L'examen de plus de 90 projets, réalisé par le Foreign, Commonwealth & Development Office (FCDO) du Royaume-Uni, le Covid Circle et le UK Collaborative on Development Research (UKCDR), comprenait les 21 projets CORE. Il a été constaté que le programme CORE détenait le pourcentage le plus élevé de projets qui influençaient les changements de politique et de pratique (38 pour cent). Dans l'ensemble, les formes de mobilisation de la recherche les plus courantes visaient largement à influencer la réflexion et la sensibilisation, et à établir des réseaux et des relations afin d'appuyer la production et l'utilisation de données probantes (Taylor et al., 2022).

Établir des systèmes alimentaires plus sûrs et plus durables au Pérou

La pandémie de Covid-19 a aggravé la situation d'insécurité alimentaire des habitants des villes d'Amérique latine. Au Pérou, les plus vulnérables font face à d'importantes difficultés pour accéder à la nourriture, tandis que les vendeurs sur les marchés alimentaires ont également du mal à maintenir leur activité à flot. Group for the Analysis of Development (GRADE), partenaire de l'initiative Réponses à la Covid-19 pour l'équité (CORE), un centre de recherche pour le développement latino-américain renommé, collabore avec les autorités péruviennes afin de soutenir les cuisines communautaires autogérées. Celles-ci sont dirigées par des femmes pour fournir des denrées alimentaires abordables aux



Cuisine communautaire autogérée à San Juan de Lurigancho, Lima.
Photo: GRADE

populations des régions défavorisées. L'équipe collabore également avec le secteur privé et les autorités municipales afin d'améliorer le fonctionnement des marchés alimentaires traditionnels.

Fort, R. and Gatellier, K. (2022) *Building Safer and More Sustainable Food Systems in Peru*, Covid-19 Responses for Equity (CORE) Stories of Change, Brighton: Institute of Development Studies, DOI: [10.19088/CORE.2022.005](https://doi.org/10.19088/CORE.2022.005) (en anglais)

Reconstruire en mieux: utiliser une crise perturbatrice pour parvenir à des améliorations durables et tenant compte du genre dans la sécurité alimentaire, les marchés du travail et la protection sociale

Partenaire principal : Group for the Analysis of Development (GRADE)

Site web: grade.org.pe Email: proyectos@grade.org.pe Twitter: [@GRADEPeru](https://twitter.com/GRADEPeru)

Références

- Abi-Rached, J.M. et al. (2020) [**Towards a Zero-COVID Lebanon: A Call for Action**](#), Arab Reform Initiative blog, 5 October (Consulté 27 July 2022)
- Afifu, C.; Ajema, C.; Suubi, K.; Wandera, N. and Mugenyi, C. (2021a) [**Gendered Impact of Covid-19: A Policy Analysis on the Women Workers in the Urban Informal Economy in Kenya**](#), Nairobi: International Center for Research on Women (Consulté 27 July 2022)
- Afifu, C.; Ajema, C.; Suubi, K.; Wandera, N. and Mugenyi, C. (2021b) [**Gendered Impact of Covid-19: A Policy Analysis on the Women Workers in the Urban Informal Economy in Uganda**](#), Nairobi: International Center for Research on Women (Consulté 27 July 2022)
- Ahmed, A.I. et al. (2021) [**'Crisis Within a Crisis': Situation Analysis and Post-Fire Incident Rapid Assessment Report of Affected Rohingya Camps**](#), BRAC James P Grant School of Public Health, BRAC University (Consulté 27 July 2022)
- Ahmed, S. and Chinembiri, T. (2021) [**Navigating COVID-19: African Women and Digital Financial Access in South Africa and Nigeria**](#), Policy Brief No. 2, Covid-19 Responses for Equity Initiative, Research ICT Africa (Consulté 27 July 2022)
- Ajema, C.; Suubi, K.; Wandera, N.; Afifu, C. and Mugenyi, C. (2021) [**Enhancing COVID-19 Economic Recovery and Empowerment of Informal Women Workers in Kenya**](#), Policy Brief, Nairobi: International Center for Research on Women (Consulté 27 July 2022)
- Al Shami, F. (2021) [**The Mediterranean Region: A Hotspot of Inequalities in the Aftermath of COVID-19**](#), IEMed Mediterranean Yearbook 2021, Barcelona: European Institute of the Mediterranean (Consulté 27 July 2022)
- Alcázar, L. and Fort, R. (2022) [**Resiliencia en Tiempos de Pandemia: el Caso de las Ollas Comunes en Lima, Perú, Avances de Investigación 41**](#), Lima: Group for the Analysis of Development (GRADE) (Consulté 27 July 2022)
- Alfers, L.; Ismail, G. and Valdivia, M. (2020) [**Informal Workers and the Social Protection Response to COVID-19: Who Got Relief? How? And Did it Make a Difference?**](#), WIEGO Policy Insights No. 2, Manchester: Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing (Consulté 27 July 2022)
- Alfers, L.; Galvani, F.; Grapsa, E.; Juergens, F. and Sevilla, A. (2021) [**Older Informal Workers in the COVID-19 Crisis**](#), WIEGO Policy Insights No. 5, Manchester: Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing (Consulté 27 July 2022)
- Bajec, A. (2020) [**Tunisia: COVID-19 Increases Vulnerability of Rural Women**](#), Arab Reform Initiative blog, 25 November (Consulté 27 July 2022)
- Banerjee, P.; Sharma, S.; Suri, M.; Howlader, A. and Nanda, S. (2022) [**Informality and the Pandemic: Lives of Domestic Workers and Street Vendors in Delhi During COVID-19: A Rebuild Formative Research Report**](#), New Delhi: International Center for Research on Women (Consulté 27 July 2022)
- Basha, K. (2020) [**COVID-19 and a Deepening Conflict Worsen Libya's Humanitarian Situation**](#), Arab Reform Initiative (Consulté 5 August 2022)
- Bhattacharya, D.; Khan, T.I. and Rabbi, M.H. (2021) [**Covid-19 and Bangladesh Macroeconomic Impact and Policy Choices**](#), Dhaka: Centre for Policy Dialogue (Consulté 27 July 2022)
- Braham, C. (2021) [**COVID-19 Vaccination and Informal Workers: Immunize, Don't Marginalize**](#), WIEGO Policy Insights No. 9, Manchester: Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing (Consulté 27 July 2022)
- Braham, C. and Ogando, A.C. (2021) [**Essential, but Unprotected: How Have Informal Workers Navigated the Health Risks of the Pandemic?**](#), WIEGO Policy Insights No. 4, Manchester: Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing (Consulté 27 July 2022)
- Centre of Excellence for Gender, Sexual and Reproductive Health and Rights (n.d.) [**The Impact of COVID-19 among the Most Vulnerable Groups in the Host Community in Cox's Bazar, Bangladesh: Findings From a Mixed-Methods Participatory Action Research**](#), BRAC James P Grant School of Public Health in partnership with Centre for Peace and Justice (Consulté 27 July 2022)
- Chen, M. et al. (2021) [**COVID-19 and Informal Work: Distinct Pathways of Impact and Recovery in 11 Cities Around the World**](#), WIEGO Working Paper, No. 42, Manchester: Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing (Consulté 27 July 2022)

- Cyr, J.; Bianchi, M.; González, L. and Perini, A. (2021) **'Governing a Pandemic: Assessing the Role of Collaboration on Latin American Responses to the COVID-19 Crisis'**, *Journal of Politics in Latin America* 13.3: 290–327
- Diwan, I. and Abi-Rached, J.M. (2020) **Lebanon: Managing Covid-19 in the Time of Revolution**, Arab Reform Initiative blog, 7 May (Consulté 27 July 2022)
- Diwan, I.; Houry, N. and Sayigh, Y. (2020) **Egypt After the Coronavirus: Back to Square One**, Arab Reform Initiative blog, 7 May (Consulté 27 July 2022)
- Ekeruche, M.A. and Adeniran, A. (2021) **Lessons for Macroeconomic Policy from Nigeria Amid the COVID-19 Pandemic**, CoMPRA Policy Insights 05, COVID-19 Macroeconomic Policy Responses in Africa (Consulté 1 August 2022)
- El Jamal, N.; Hajjali, T.; Isma'eel, H. and Al-Chaer, E. (2021) **Lessons Learned from the COVID-19 Pandemic: Physician Safety and Coverage in Lebanon**, Arab Reform Initiative (Consulté 1 August 2022)
- Gender in Latin America Working Group (2022) **The Care Economy in the New Social Contract**, Southern Voice Policy Brief No. 10 (Consulté 1 August 2022)
- Hossain, M.R. et al. (2021) **Covid-19 Awareness, Preparedness, and Impact on the Most Vulnerable Groups among the Host Community in Cox's Bazar**, The Center of Excellence for Gender, Sexual and Reproductive Health and Rights, BRAC James P Grant School of Public Health, BRAC University (Consulté 2 August 2022)
- Houerbi, S. (2020) **Can Tunisia Shake Off "Business as Usual" Following Covid-19?** Arab Reform Initiative (Consulté 2 August 2022)
- Hurulle, G. (2021) **Digital Technologies for Education During the COVID-19 Crisis in the Global South**, Policy Brief, Colombo: LIRNEasia (Consulté 27 July 2022)
- ICRW (2020) **REBUILD: COVID-19 & Women in the Informal Economy in Kenya, Uganda & India**, Washington DC: International Center for Research on Women (Consulté 2 August 2022)
- ICRW (n.d.) **COVID-19 and Women in the Informal Economy**, infographic, Washington DC: International Center for Research on Women (Consulté 2 August 2022)
- Institute of Policy Analysis and Research – Rwanda (2021) **Rwanda's Post-COVID-19 Economic Recovery: The Role of e-Commerce**, Kigali: IPAR Rwanda (Consulté 4 August 2022)
- Ismail, G. and Valdivia, M. (2021) **Internal Migrants in the Informal Economy: COVID-19 Lessons**, WIEGO Policy Insights No. 6, Manchester: Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing (Consulté 2 August 2022)
- Jaramillo, M. and Escobar, B. (2021) **Building Back Better After the Covid-19 Pandemic: A Diagnostic and Reactivation Proposal for Peru**, London and Lima: ODI and GRADE (Consulté 2 August 2022)
- Javed, A.A.; Ahmed, V. and Cheema, S.Z. (2021) **Priorities for a Fair Recovery From COVID-19 in South Asia**, Southern Voice Policy Brief No. 4 (Consulté 1 August 2022)
- Kabinga, M.; Razzano, G. and Chinembiri, T. (2021) **How Technology Can Be Deployed to Scale-Up Social Protection During COVID-19: The Case of South Africa, Nigeria and Africa**, Covid-19 Responses for Equity Initiative – Brief 1, Research ICT Africa (Consulté 2 August 2022)
- Kadhraoui, M. and Hamadi, M.B. (2021) **5 Graphs to Better Understand the Magnitude of Covid-19-Related Deaths in Tunisia**, infographic, Inkyfada, Al Khatt (Consulté 2 August 2022)
- Keane, J. et al. (2021) **Shaping the Macro-Economy in Response to Covid-19: A Responsible Economic Stimulus, A Stable Financial Sector and a Revival in Exports**, Supporting Economic Transformation (SET), London: ODI and IDRC (Consulté 2 August 2022)
- Lakshmi Ratan, A.; Roeber, S.; Jhabvala, R. and Sen, P. (2021) **Evidence Review of Covid-19 and Women's Informal Employment: A Call to Support the Most Vulnerable First in the Economic Recovery**, Bill & Melinda Gates Foundation (Consulté 4 August 2022)
- Lakuma, C.P.; Sunday, N.; Sserujogi, B.; Kahunde, R. and Ogwang, A. (2021) **The Effect of COVID-19 on the Operations of Agro-processing MSMEs in Uganda**, Policy Note 5, Kampala: Economic Policy Research Centre (Consulté 4 August 2022)
- Langa, M. and Leopeng, B.B. (2020) **'COVID-19: Violent Policing of Black Men During Lockdown Regulations in South Africa'**, *African Safety Promotion: A Journal of Injury and Violence Prevention* 18.2: 116–126 (Consulté 4 August 2022)

- Marrakchi, A.F. (2020) [Local Authorities in Tunisia Face Challenges of Post-COVID Economic Recovery](#), Arab Reform Initiative (Consulté 4 August 2022)
- Meeker, J. (2021) [Mutual Learning for Policy Impact: Insights from CORE. Sharing Experience and Learning on Approaches to Influence Policy and Practice](#), CORE Learning Guide 1. Brighton: Institute of Development Studies, DOI: 10.19088/CORE.2021.005 (Consulté 4 August 2022)
- Mutumbala, M. (2021) [Priorities for a Fair Recovery From COVID-19 in Sub-Saharan Africa](#), Southern Voice Policy Brief No. 5 (Consulté 4 August 2022)
- Mwesigye,F.; Odokonyero, T.; Barungi, M. and Sunday, N. (2021a) [A Rapid Assessment of the Effect of the COVID-19 Lockdown on Livelihoods and Micro, Small, and Medium Enterprises in Uganda](#), Policy Note 8, Kampala: Economic Policy Research Centre (Consulté 4 August 2022)
- Mwesigye,F.; Odokonyero, T.; Barungi, M. and Sunday, N. (2021b) [A Rapid Assessment of the Effect of the COVID-19 Lockdown on Micro, Small and Medium Transport Businesses in Uganda](#), Policy Note 7, Kampala: Economic Policy Research Centre (Consulté 4 August 2022)
- Nanda, S. et al. (2022) [Caste, Gender, Labor and COVID-19 in the Urban Informal Economy: A Review of Experiences in Three Selected Sectors](#), New Delhi and Washington DC: International Center for Research on Women (Consulté 4 August 2022)
- Ogando, A.C.; Rogan, M. and Moussié, R. (2021a) [The Triple Crisis: Impact of COVID-19 on Informal Workers' Care Responsibilities, Paid Work and Earnings](#), WIEGO Policy Insights No. 3, Manchester: Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing (Consulté 27 July 2022)
- Ogando, A.C.; Rogan, M. and Moussié, R. (2021b) ['Impacts of the COVID-19 Pandemic and Unpaid Care Work on Informal Workers' Livelihoods'](#), *International Labour Review* 161.2: 171-194 (Consulté 4 August 2022).
- Okumu, I.M.; Kavuma, S.N. and Bogere, G. (2021a) [Efficacy of COVID-19 Macro-economic Policy Responses in Uganda](#), CoMPRA Policy Insights O6, COVID-19 Macroeconomic Policy Responses in Africa (Consulté 4 August 2022)
- Okumu, I.M.; Kavuma, S.N. and Bogere, G. (2021b) [Uganda and COVID-19: Macroeconomic Policy Responses to the Pandemic](#), CoMPRA Policy Insights 11, COVID-19 Macroeconomic Policy Responses in Africa (Consulté 4 August 2022)
- OSSREA (n.d.a.) [Kenya Indepth Report](#), Organization for Social Science Research in Eastern and Southern Africa (Consulté 3 August 2022)
- OSSREA (n.d.b.) [Kenya Profile Report](#), Organization for Social Science Research in Eastern and Southern Africa (Consulté 3 August 2022)
- OSSREA (n.d.c.) [Ethiopian More Focused Covid-19 Country Profile](#), Organization for Social Science Research in Eastern and Southern Africa (Consulté 3 August 2022)
- OSSREA (n.d.d.) [Covid-19 Pandemic in Ethiopia, Literature Review](#), Organization for Social Science Research in Eastern and Southern Africa (Consulté 3 August 2022)
- OSSREA (n.d.e.) [Innovative Civic Initiatives by Young People to Strengthen their Role in Post-COVID-19](#), Organization for Social Science Research in Eastern and Southern Africa (Consulté 3 August 2022)
- Padilla, F.J.; Machorro, L. and Pira, A.S. (2021) [Priorities for a Fair Recovery From COVID-19 in Latin America](#), Southern Voice Policy Brief No. 6 (Consulté 2 August 2022)
- Papadavid, P. and Pettinotti, L. (2021) [A Gender Approach to Monetary and Financial Policies in the Covid-19 Recovery](#), Supporting Economic Transformation (SET) (Consulté 4 August 2022)
- Phenix Centre for Economic and Informatics Studies (2020) [Impact of the COVID-19 Crisis on the Economic Conditions of Families in Jordan, Survey Study](#), Amman, Jordan: Phenix Centre for Economic and Informatics Studies (Consulté 4 August 2022)
- Pillai, S. et al. (2022a) [India's Policy Response to COVID-19 and the Gendered Impact on Urban Informal Workers in Delhi NCR: A Policy Landscaping by The Quantum Hub and ICRW \(Asia\) Introductory Brief](#), New Delhi: The Quantum Hub – International Center for Research on Women (Consulté 4 August 2022)

- Pillai, S. et al. (2022b) *[India's Policy Response to COVID-19 and the Gendered Impact on Urban Informal Workers in Delhi NCR: A Policy Landscaping by The Quantum Hub and ICRW \(Asia\), Thematic Brief 2 – Policy Responses and Impact on Economic Well-being](#)*, New Delhi: The Quantum Hub – International Center for Research on Women (Consulté 4 August 2022)
- Pillai, S. et al. (2022c) *[India's Policy Response to COVID-19 and the Gendered Impact on Urban Informal Workers in Delhi NCR: A Policy Landscaping by The Quantum Hub and ICRW \(Asia\), Thematic Brief 4 – Policy Responses and Impact on Shelter](#)*, New Delhi: The Quantum Hub – International Center for Research on Women (Consulté 4 August 2022)
- Pillai, S. et al. (2022d) *[India's Policy Response to COVID-19 and the Gendered Impact on Urban Informal Workers in Delhi NCR: A Policy Landscaping by The Quantum Hub and ICRW \(Asia\), Thematic Brief 5 – Policy Responses and Impact on Sexual and Reproductive Health](#)*, New Delhi: The Quantum Hub – International Center for Research on Women (Consulté 4 August 2022)
- Pillai, S. et al. (2022e) *[India's Policy Response to COVID-19 and the Gendered Impact on Urban Informal Workers in Delhi NCR: A Policy Landscaping by The Quantum Hub and ICRW \(Asia\), Thematic Brief 6 – Policy Responses and Impact on Gender-Based Violence](#)*, New Delhi: The Quantum Hub – International Center for Research on Women (Consulté 4 August 2022)
- Raga, S. and Houseini, B. (2020) *[The Evolving Fiscal and Liquidity Stimulus Packages in Response to COVID-19 in Sub-Saharan Africa](#)*, London: Supporting Economic Transition (SET) (Consulté 4 August 2022)
- Raga, S. and te Velde, D.W. (2022) *[Shaping the Macroeconomy of Low- and Middle-Income Countries in Response to Covid-19. A Synthesis of Policy Responses and Options to Build Back Better and Promote a Rainbow Recovery From Covid-19](#)*, ODI Synthesis Paper (Consulté 4 August 2022)
- Rebello, S.; Copelyn, J.; Moloto, B. and Makhathini, S. (2021) *[Disaster-Appropriate Policing in South Africa: Protests and State Violence in the COVID-19 Era](#)*, Johannesburg: Centre for the Study of Violence and Reconciliation (Consulté 4 August 2022)
- Roever, S. and Rogan, M. (2020) *[Informal Workers See a Long Road to Recovery Ahead – Unless Governments Act](#)*, WIEGO Policy Insights No. 1, Manchester: Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing (Consulté 27 July 2022)
- Salik, K.M. (2021) *[Food Security Challenges in the Times of COVID-19. Need Assessment for Agriculture Sector in Pakistan](#)*, Sustainable Development Policy Institute (Consulté 4 August 2022)
- Samaratunga, I.; Hurulle, G. and Galpaya, H. (2021) *[COVID-19 Lockdown and its Impact on Citizens of Gampaha, Sri Lanka](#)*, LIRNEasia (Consulté 4 August 2022)
- Schmidt-Sane, M.; Hrynicky, T.; Nelson, E. and Barker, T. (2021) *[Mutual Learning for Policy Impact: Insights from CORE. Adapting Research Methods in the Context of Covid-19](#)*, CORE Learning Guide 3, Brighton: Institute of Development Studies, DOI: [10.19088/CORE.2021.008](https://doi.org/10.19088/CORE.2021.008) (Consulté 27 July 2022)
- Shipalana, P. (2020) *[Green Finance Mechanisms in Developing Countries: Emerging Practice](#)*, CoMPRA Policy Briefing 02, COVID-19 Macroeconomic Policy Responses in Africa (Consulté 4 August 2022)
- Shipalana, P.; O'Riordan, A. and Prinsloo, C. (2020) *[The Macroeconomic Impact of COVID-19 on Africa](#)*, CoMPRA Policy Briefing 03, COVID-19 Macroeconomic Policy Responses in Africa (Consulté 4 August 2022)
- Sswenyana, S. (2021) *[Harnessing the Development Potential of Household Enterprises in the COVID-19 Environment in Uganda](#)*, Policy Note 6, Kampala: Economic Policy Research Centre (Consulté 2 August 2022)
- Sunday, N.; Sserunjogi, B.; Kahunde, R. and Lakuma, C.P. (2021) *[The Plight of Micro Small and Medium Enterprises amidst COVID-19: A Post Lockdown Analysis Based on Business Climate Survey](#)*, EPRC Special Issue No. 2, Kampala: Economic Policy Research Centre (Consulté 4 August 2022)
- Taylor, J.; Quak, E.J.; Georgalakis, J. and Clark, L. (2022, forthcoming) *[Pathways to Impact in the Pandemic: A Rapid Review of Covid-19 Research Engagement Strategies in Low- And Middle-Income Country Settings](#)*, Covid Collective Helpdesk Report No. 10, Brighton: Institute of Development Studies, DOI: [10.19088/CC.2022.003](https://doi.org/10.19088/CC.2022.003)
- Thompson, J. et al. (2021) *[The Impact of Covid-19 on Livelihoods and Food Security](#)*, Covid-19 Responses for Equity (CORE) Research for Policy and Practice Report, Brighton: Institute of Development Studies, DOI: [10.19088/CORE.2021.001](https://doi.org/10.19088/CORE.2021.001) (Consulté 4 August 2022)

Visozo, J.C. (2020) **[A Slice of Knafeh for Everyone? A Critical Introduction to Universal Basic Income in MENA](#)**, Arab Reform Initiative (Consulté 4 August 2022)

Wandera, N.; Suubi, K.; Ajema, C.; Afifu, C. and Mugenyi, C. (2021) **[Expanding Social Protection to Informal Women Workers for Better COVID-19 Recovery in Uganda](#)**, Policy Brief, Nairobi, Kenya: International Center for Research on Women (Consulté 4 August 2022)

WIEGO (2022a) **[COVID-19 Crisis and the Informal Economy in Accra, Ghana: Lasting Impacts and an Agenda for Recovery](#)**, Manchester: Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing (Consulté 27 July 2022)

WIEGO (2022b) **[COVID-19 Crisis and the Informal Economy in Bangkok, Thailand: Lasting Impacts and an Agenda for Recovery](#)**, Manchester: Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing (Consulté 27 July 2022)

WIEGO (2022c) **[COVID-19 Crisis and the Informal Economy in Delhi, India: Continued Economic Impact and Uneven Recovery](#)**, Manchester: Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing (Consulté 27 July 2022)

WIEGO (2021a) **[COVID-19 and the Informal Economy: Round 1 Global Summary](#)**, Manchester: Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing (Consulté 27 July 2022)

WIEGO (2021b) **[COVID-19 Crisis and the Informal Economy: Informal Workers in Bangkok, Thailand](#)**, Manchester: Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing (Consulté 27 July 2022)

WIEGO (2021c) **[COVID-19 Crisis and the Informal Economy: Home-Based Workers in Tiruppur, India](#)**, Manchester: Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing (Consulté 27 July 2022)

WIEGO (2021d) **[COVID-19 Crisis and the Informal Economy: Informal Workers in Dar es Salaam, Tanzania](#)**, Manchester: Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing (Consulté 27 July 2022)

WIEGO (2021e) **[COVID-19 Crisis and the Informal Economy: Informal Workers in Durban, South Africa](#)**, Manchester: Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing (Consulté 27 July 2022)

WIEGO and Asiye eTafuleni (2022) **[COVID-19 Crisis and the Informal Economy in Durban, South Africa: Lasting Impacts and an Agenda for Recovery](#)**, Manchester: Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing (Consulté 27 July 2022)

WIEGO and the Conservation, Hotel, Domestic and Allied Workers Union (2022) **[COVID-19 Crisis and the Informal Economy in Dar es Salaam, Tanzania: Lasting Impacts and an Agenda for Recovery](#)**, Manchester: Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing (Consulté 27 July 2022)

WIEGO and Self-Employed Women's Association (SEWA) (2022) **[COVID-19 Crisis and the Informal Economy in Ahmedabad, India: Lasting Impacts and an Agenda for Recovery](#)**, Manchester: Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing (Consulté 27 July 2022)

WIEGO and SEWA (2020) **[COVID-19 Crisis and the Informal Economy: Informal Workers in Ahmedabad, India](#)**, Manchester: Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing (Consulté 27 July 2022)

WIEGO and Social Awareness and Voluntary Education (2021) **[COVID-19 Crisis and the Informal Economy in Tiruppur, India: Lasting Impacts and an Agenda for Recovery](#)**, Manchester: Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing (Consulté 27 July 2022)

WIEGO and Sure We Can (2022) **[COVID-19 Crisis and Canners in New York City, USA: Lasting Impacts and an Agenda for Recovery](#)**, Manchester: Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing (Consulté 27 July 2022)

WIEGO and UNITY (2021) **[COVID-19 Crisis and the Informal Economy in Pleven, Bulgaria: Lasting Impacts and an Agenda for Recovery](#)**, Manchester: Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing (Consulté 27 July 2022)

WIEGO and Urban Justice Center – Street Vendor Project (2021) **[COVID-19 Crisis and Street Vendors in New York City, USA: Lasting Impacts and an Agenda for Recovery](#)**, Manchester: Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing (Consulté 27 July 2022)

Référence suggérée

Bolton, L. and Georgalakis, J. (2022) *Les répercussions socioéconomiques de la Covid-19 dans les pays à revenu faible ou intermédiaire*, CORE Synthesis Report, Brighton: Institute of Development Studies, DOI : [10.19088/CORE.2022.012](https://doi.org/10.19088/CORE.2022.012)

Concernant ce rapport

Ces contributions ont été publiées par le [Covid-19 Responses for Equity \(CORE\) Knowledge Translation Programme](#), dirigé par l'Institute of Development Studies (IDS), qui soutient le transfert des connaissances issues de l'initiative CORE. Soutenu par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), CORE réunit 20 projets visant à comprendre les impacts socio-économiques de la pandémie, améliorer les interventions existantes et générer de meilleures options stratégiques pour la reprise.

Les opinions exprimées ci-après sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du CRDI, de son conseil d'administration, de l'IDS, d'organisations contributrices, ou de leurs membres.

Il est distribué selon les modalités de la licence internationale [Creative Commons Attribution 4.0 International licence \(CC BY\)](#), qui autorise l'utilisation, la distribution et la reproduction sans restriction sur tout support, à condition que les auteurs d'origine et la source soient crédités et que toute modification ou adaptation soit indiquée.

© Institute of Development Studies 2022

DOI: [10.19088/CORE.2022.012](https://doi.org/10.19088/CORE.2022.012)